Février 1992 Nouvelle série, dixième année - N° 97

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincare - 75116 Paris - Tel. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Pierre LORRAIN. – Nouvelle donne politique et réforme économique en Russie 1

Michel SLAVINSKY. – La criminalité en Russie ... 5

Branko LAZITCH. – Quand les archives ex-soviétiques commencent à parler 9

Philippe PAQUET. – La Chine à la recherche d'une place dans le monde 11

Claude HARMEL. – Le « huitième » congrès du Parti communiste sud-africain 13

Pablo FERNANDEZ. – Etat actuel du terrorisme révolutionnaire en Amérique latine 17

CHRONIQUES

René MILON. – Communisme et fascisme : similitudes et divergences 20

Morvan DUHAMEL. – La Turquie et les nouvelles républiques du Caucase et de l'Asie centrale ... 21

P.L. – CEI : armée unique ou armées nationales ? 22

Hervé LE GOFF. – Quand l'URSS et les « démocraties populaires » constituaient des modèles 23

P.L. – Un Soviétique au pays de Tonton 24

C.H. – Une lettre inédite de Victor Serge 25

NOTES ET INFORMATIONS

Quand H. Krasucki s'attirait le mépris de la gauche antiraciste 19

Révélations peu écologistes 27

Et les non-alignés ? 27

Diplomates à l'amende 27

Cuba : l'heure du crime 27

Les socialistes et Cuba 28

Les avatars d'une cargaison 28

Diplomates contrebandiers 29

Les entreprises taïwanaises se dégagent de la Chine continentale 29

Retour offensif du centralisme démocratique 29

Un critère de l'orthodoxie communiste : le soutien du PCF 30

Le PCF, gardien de la flamme d'Octobre 31

Le trou de mémoire 31

LIVRES

Pierre RIGOULOT. – *« Le regain démocratique »* . 32

NOUVELLE DONNE POLITIQUE ET RÉFORME ÉCONOMIQUE EN RUSSIE

En un mois de pouvoir, Boris Eltsine est parvenu à démontrer qu'il n'était pas le démagogue populiste que l'Occident imaginait. A peine débarrassé de Mikhaïl Gorbatchev et de ses tergiversations qui ont fait traîner les réformes pendant que la situation se dégradait, le président russe a lancé un processus douloureux de redressement économique dont la libération des prix, intervenue le 2 janvier, n'est que la première étape. Cette politique, qui a déjà commencé à éroder sa popularité, prouve que ses critiques avaient tort, à commencer par Jean-Pierre Cot qui, en avril, le recevait avec des injures au Parlement européen.

En tout cas, pour Eltsine, l'état de grâce aura été de courte durée. Au lendemain de la disparition de l'URSS, l'alliance de personnalités qui le soutenaient dans sa lutte contre l'ancien système a commencé à se fissurer.

Le 26 décembre 1991, le vice-président russe, Alexandre Routskoï, estimait qu'il n'y avait *« ni gouvernement, ni démocratie en Russie »*, et il se déclarait en désaccord avec le programme de réforme économique.

Le 13 janvier, c'était au tour du Président du Parlement Russe, Rouslan Khasboulatov, de demander la démission du gouvernement de Boris Eltsine, qui cumule depuis novembre 1991 les fonctions de Premier ministre et de Président de la Russie. Selon Khasboulatov, ce gouvernement, que dirige techniquement Guennadi Bourboulis, premier vice-président du gouvernement, aurait fait la preuve de son inefficacité.

Pour surprenantes (ou inquiétantes) qu'elles paraissent, ces critiques, qui émanent de personnalités réputées proches du Président russe, révèlent simplement la naissance d'une véritable vie politique dont les acteurs cherchent encore leurs marques.

Pendant des mois, l'union sacrée contre l'ancien régime a contribué à escamoter les différences entre les composantes du mouvement démocratique. Aujourd'hui, elles apparaissent au grand jour en prenant des formes qui peuvent sembler déroutantes aux observateurs étrangers.

En effet, la constitution des forces politiques de la Russie nouvelle s'est faite selon des lignes de force propres à la société soviétique : la toute-puissance du Parti communiste et l'idée que le système du socialisme réel était viable.

Pendant soixante-treize ans, le PCUS a bénéficié du monopole du pouvoir. Un individu ne pouvait faire carrière dans un domaine quelconque, même à un niveau relativement modeste, sans l'approbation du comité local du Parti. Quant aux « sans parti » qui parvenaient à monter dans la hiérarchie, ils étaient soumis eux aussi au bon vouloir des comités du Parti. De ce fait, la totalité des cadres dépendait du PCUS.

En outre, les Soviétiques (et une bonne partie des Occidentaux) considéraient le système communiste comme viable. Certes, de nombreuses insuffisances exigeaient son amélioration, mais il ne fallait surtout pas perdre ou abandonner ses acquis supposés.

Beaucoup pensaient donc qu'une vie politique normale devait naître dans le cadre de l'économie planifiée (adoucie peut-être d'un peu de « marché »). D'ailleurs, le léninisme, avec sa référence obligée à la NEP, constituait le fondement idéologique de la « perestroïka » : c'était par un retour aux sources doctrinales que la société soviétique sortirait de la crise.

A partir de 1988, le pouvoir tenta également d'utiliser à son profit les courants nationaux-bolchéviques qui se manifestaient dans la société et selon lesquels seule l'alliance entre l'intelligentsia et les communistes pouvait sauver la Russie d'une nouvelle révolution destructrice. Gorbatchev pensait canaliser, grâce à eux, le potentiel nationaliste en faveur de la « perestroïka », notamment dans les pays Baltes. C'est la raison pour laquelle les partis communistes baltes se trouvèrent à l'origine des « fronts populaires » favorables à la souveraineté nationale de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie. Mais le national-bolchévisme se transforma rapidement en nationalisme tout court et les PC des trois républiques finirent par être dépassés par le mouvement qu'ils avaient rendu possible.

Un phénomène similaire eut lieu au niveau du pouvoir central. A partir de 1988, l'échec économique de la « perestroïka » conduisit le pouvoir à entamer un processus de démocratisation que le Parti voulait garder sous contrôle.

Les élections pour le Congrès des députés du peuple, au printemps 1989, furent en partie libres. Pour la première fois, le principe des candidatures multiples fut appliqué dans un nombre réduit de circonscriptions (environ le quart). L'embryon d'une véritable opposition se forma ainsi autour de personnalités comme Eltsine, déchu du Bureau politique un an et demi plus tôt, comme le physicien et dissident Andreï Sakharov, comme l'économiste réformiste Gavriil Popov et l'historien Iouri Afanassiev. Ces personnalités formèrent un *« Groupe inter-régional des députés »* qui reçut le renfort de la plupart des élus baltes. Cette opposition démocratique ne s'inscrivait pas dans le cadre préexistant et priva le courant léniniste de Gorbatchev du monopole des idées réformistes. Elle exigeait, en effet, d'aller encore plus loin dans la « perestroïka » et d'abandonner l'ancien modèle économique pour engager résolument le pays dans une véritable économie de marché.

Dans le même temps, une autre forme d'opposition commença à se former au sein même du Parti. De nombreux « apparatchiks », comprenant que la « perestroïka » menaçait de leur faire perdre le pouvoir, se prononcèrent ouvertement pour le ralentissement des réformes. On appela ces communistes orthodoxes des *« conservateurs »*.

Sur l'échiquier politique naissant, ces derniers, partisans du marxisme-léninisme pur et dur, prirent place *« à droite »*. Les partisans de l'accélération de la « perestroïka », libéraux pour l'essentiel, devinrent *« la gauche »*. Gorbatchev s'efforçait de conserver une position centrale en regroupant autour de lui les différentes tendances, anciennes et nouvelles. Il estimait que le pays, comme le Parti, pouvait être gouverné par consensus au sein de l'instance dirigeante.

Mais, au lieu de s'estomper, les désaccords sur la nécessité d'accélérer les réformes économiques s'accentuèrent en raison des hésitations gorbatchéviennes. Après le XXVIIIe congrès du Parti, en juillet 1990, les libéraux, partisans de l'abandon pur et simple du régime et du retour à une économie *« normale »*, quittèrent le Parti. Ils avaient un point de chute tout prêt : le mouvement *« Russie démocratique »*, majoritaire au parlement de Russie, dont Eltsine était le président depuis moins de deux mois.

Les libéraux ne furent pas les seuls à établir leur stratégie politique en-dehors du Parti. Bon nombre de nationaux-bolchéviques, attachés au maintien de l'Union comme Etat unitaire, constituèrent au sein du parlement le groupe *« Soyouz »* (Union). Ses principaux dirigeants étaient Iouri Blokhine et les colonels Viktor Alksnis et Nikolaï Petrouchenko, qui s'illustrèrent à plusieurs reprises par leurs propos très durs à l'égard de Gorbatchev et par leurs idées, savant mélange de libéralisme et de protection sociale.

De leur côté, les communistes orthodoxes, réunis autour de leur égérie, Nina Andreïeva, se rassemblèrent dans une formation aux tendances néo-staliennes affichées. Pour eux, Gorbatchev et l'ensemble du PCUS avaient trahi la cause de la classe ouvrière.

Quant aux communistes réformateurs, ils se rassemblèrent dans le *« Mouvement des communistes pour la démocratie »* autour d'Alexandre Routskoï, colonel d'aviation et héros de la guerre d'Afghanistan. C'est d'ailleurs avec lui que Boris Eltsine fera équipe en juin 1991, lors de l'élection du président de la Russie au suffrage universel. Routskoï sera alors élu à la vice-présidence.

Dans ce contexte, le Parti cessait d'être la force dominante de la société soviétique pour devenir une simple composante de la vie politique du pays, même s'il bénéficiait encore d'énormes avantages : le quasi monopole de l'administration du pays et une richesse fabuleuse en bâtiments, journaux et imprimeries, aussi bien qu'en valeur pure (ses biens étaient estimés à cinq milliards de dollars).

Le putsch manqué d'août et ses conséquences mirent un terme à ce pouvoir : le PCUS fut suspendu et ses biens confisqués par le gouvernement de Russie.

*
* *

L'hypothèque communiste enfin levée, le panorama politique de la Russie commence à se rapprocher nettement de celui de l'Occident. De nouvelles formations ont vu le jour, comme le parti chrétien-démocrate, le parti social-démocrate, le parti démocrate, le parti républicain, le parti populaire libéral de la libre Russie, sans oublier les communistes orthodoxes, les monarchistes et le parti démocratique bourgeois qui réunit des entrepreneurs et qui peut, malgré les apparences, avoir un réel avenir.

Mais le véritable clivage est apparu entre sociaux-démocrates et libéraux, et s'est amplifié autour du débat sur la réforme économique. En novembre 1991, Eltsine a obtenu du parlement russe les pleins pouvoirs économiques et le feu vert pour cumuler ses fonctions de Président de Russie avec celles de Premier ministre. Il s'agissait pour lui non seulement d'endosser la totale responsabilité du programme de réformes qu'il veut introduire, mais aussi de porter ses propres hommes à la tête de la Russie.

Son premier geste fut de nommer ses plus proches conseillers, Guennadi Bourboulis, 46 ans et Egor Gaïdar, 35 ans, respectivement aux postes de premier vice-président et de vice-président du Conseil des ministres, chargé de la réforme économique. Bourboulis prenait, *de facto*, la tête du gouvernement.

Derrière les apparences techniques, Eltsine s'est livré à une véritable révolution. Jusque-là, il était épaulé par des personnalités comme Ivan Silaïev, ancien Premier ministre de Russie ou le jeune économiste Gregori Iavlinski, favorables aux réformes, mais qui estimaient que l'URSS devait être préservée en tant que Fédération d'Etats souverains.

En fait, ces hommes appartenaient à une étape précédente de la stratégie de Eltsine, lorsque la négociation et le compromis avec Gorbatchev étaient indispensables. En 1990, le plan de réforme économique dit *« des cinq cents jours »*, qui aurait dû être accepté par le président de l'URSS si ce dernier ne s'était pas rapproché des conservateurs, était leur œuvre.

En revanche, Bourboulis et Gaïdar appartiennent au groupe de jeunes conseillers (ils ont tous entre trente et cinquante ans) que Eltsine a constitué depuis son accession à la présidence et que les Russes appellent *Mladoturki*, les « jeunes Turcs ».

Guennadi Bourboulis est né en 1945 à Pervouralsk, dans la région de Sverdlovsk (aujourd'hui Ekaterinbourg), l'ancien fief de Eltsine. Russe d'origine lituanienne, diplômé de philosophie (marxisme-léninisme) à l'Université de Sverdlovsk, il a enseigné cette matière dans un institut technique de la ville. C'est en 1988, à la faveur de la « glasnost », qu'il rompt avec le communisme et fonde un club politique favorable à la démocratisation, la *« Tribune de discussion »*. L'année suivante, élu député, il rejoint le groupe inter-régional de Boris Eltsine, dont il deviendra l'un des principaux conseillers. Il est le principal inspirateur politique des « Jeunes Turcs », dont Gaïdar, ancien directeur de l'Institut d'Economie politique de Moscou, est le chef de file incontestable en matière économique.

Le groupe comprend également des juristes et des économistes comme les conseillers d'Etat Sergueï Chakhraï et Sergueï Stankevitch, et les ministres des Affaires étrangères (Andreï Kozyrev), du Travail (Alexandre Chokine), de la Justice (Nikolaï Fedorov) et de l'Economie (Evgueni Sabourov).

Ces « jeunes Turcs » ont été les principaux architectes du programme de réformes radicales de Eltsine. Résolus à introduire réellement l'économie de marché et les principes démocratiques sans lesquels la Russie ne pourra jamais redevenir une grande puissance, dès avant leur accession au pouvoir ils étaient également favorables à l'indépendance totale de la Russie, qui

devait se séparer des autres républiques pour pouvoir redresser son économie dans les meilleures conditions possibles.

C'était là leur principal point de divergence avec l'équipe au pouvoir en Russie, directement issue de la bureaucratie communiste, qui se sentait d'ailleurs menacée. Le chef de cabinet de Eltsine, Iouri Petrov, ancien secrétaire du Parti à Sverdlovsk, s'efforçait d'ailleurs de réduire les contacts entre son patron et les « jeunes Turcs », cantonnés dans un rôle purement consultatif au sein du Conseil d'Etat de Russie.

En revanche, le vice-président Alexandre Routskoï, principal dirigeant du « Mouvement des communistes pour la démocratie », était alors favorable aux jeunes conseillers de Eltsine.

Fidèle à sa réputation de fonceur, ce dernier a tranché le débat politique et économique qui menaçait de s'enliser et de noyer sa volonté de réforme dans le renouvellement des atermoiements gorbatchéviens sur le maintien de l'Union, en donnant aux « jeunes Turcs » les rênes du gouvernement.

Leur accession au pouvoir a certainement contribué à précipiter, en décembre, la décomposition de l'URSS et l'émergence d'une Russie indépendante. En revanche, leur volonté d'engager, dès janvier, une réforme économique libérale inspirée en partie par l'un des conseillers économiques étrangers du gouvernement russe, le professeur Jeffrey Sachs, de Harvard, a renforcé l'hostilité à leur égard d'une grande partie de la classe politique russe et la méfiance de la population.

Ainsi, le vice-président Routskoï et le président du parlement Khasboulatov s'opposent-ils aujourd'hui aux « jeunes Turcs » au nom de la défense des petites gens que la réforme des prix met en difficulté.

De l'autre côté du spectre politique, des « ultra-libéraux » comme le maire de Moscou, Gavriil Popov, trouvent que cette réforme ne va pas assez loin, notamment en escamotant la privatisation indispensable. Sous la pression de Popov, Eltsine s'est engagé à privatiser 25 % des biens de l'Etat en 1992 (1).

Il faut dire que la libération des prix crée des difficultés presque insurmontables à tous ceux, étudiants, retraités, etc., qui dépendent de pensions ou de bourses d'Etat pour survivre.

Le 23 janvier, trois semaines après l'entrée en vigueur de cette mesure, l'agence TASS publiait les prix atteints la veille à Moscou par quelques denrées (en roubles/kg) :

Viande	100-250
Pommes de terre	10- 15
Saucisson cuit	60-100 (*)
Saucisson fumé	100-400 (*)
Beurre	60-120 (*)
Lait	30-50
Fromage blanc	60-120
Chou	10-15
Pommes	30-50
Citron (l'unité)	10-15

(*) Prix dans le commerce d'Etat.

Les pensions de retraite, les allocations de chômage et le salaire minimum représentent à l'heure actuelle 342 roubles par mois. Le Comité des statistiques de Moscou a calculé, à partir des prix relevés sur le marché de la consommation, le montant du minimum vital des Moscovites :
- enfants jusqu'à 7 ans : 1213 roubles par mois,
- femmes de 16 à 54 ans : 2333 roubles par mois,
- hommes en âge de travailler : 2295 roubles par mois.

L'analyse réalisée montre donc que les revenus de l'immense majorité des Moscovites sont largement inférieurs au minimum vital. Bien entendu, il convient de relativiser ce résultat : les données tiennent seulement compte des salaires perçus ; or, la majeure partie de la population est habituée depuis des décennies à l'utilisation du marché noir et du troc pour se procurer des marchandises, parfois hors de prix. En fait, les ménages ne sont pas seulement des consommateurs. Ils sont aussi très souvent des producteurs, ou des intermédiaires dans le cadre du marché parallèle. Par ailleurs, la pratique des *zakazy*, les colis alimentaires que les entreprises délivrent à leurs employés, n'a pas été abandonnée. Dernier élément : beaucoup de retraités ne vivent pas seuls en Russie où, en raison des conditions de logement, les familles comprennent bien souvent les grands-parents.

Il n'en reste pas moins que le gouvernement russe considère l'approvisionnement en produits panifiés comme le problème numéro un. Selon le vice-premier ministre Bourboulis, le gouvernement *« a décidé de consacrer toutes les devises dont il dispose, avant tout à l'achat de céréales »*. Les réserves de l'Etat russe sont aujourd'hui de 22,5 millions de tonnes de céréales. 9,7 millions de tonnes seront importées au premier trimestre de cette année.

Inquiétant aussi est le manque de comportements économiques sains de la part des responsables du commerce de détail, qui paraissent ignorer les plus élémentaires principes de la loi de l'offre et de la demande : pour toute une série de produits alimentaires, sauf ceux pour lesquels un plafond a été fixé (produits laitiers, pain, vodka), le commerce d'Etat pratique des tarifs plus élevés que les marchés.

Naturellement, le principal danger de la liberté des prix est d'accélérer les processus inflationnistes déjà perceptibles auparavant. Selon les estimations les plus optimistes, après une baisse de 12 % en 1990, la production industrielle aurait encore chuté de 15 % en 1991. Pendant ce temps, l'émission des billets de banque en URSS a

(1) Dans son livre *« Que faire ? »* (Ed. Belfond), Gavriil Popov préconise la distribution gratuite à la population de biens de l'Etat (*« biens du peuple tout entier »*, selon la constitution communiste). La mairie de Moscou, qu'il dirige, a commencé à montrer l'exemple en donnant les appartements de la ville gratuitement à leurs occupants.

dépassé 110 milliards de roubles, soit quatre fois et demie le montant de l'année précédente. En raison de l'augmentation de la masse monétaire, les revenus ont dépassé les dépenses d'environ 300 milliards de roubles, renforçant les tensions inflationnistes. En moyenne, au cours de l'année, les prix auraient augmenté de 200 %, mais en novembre et décembre, des taux de 700 % auraient été atteints.

Dans le passé, en raison du système des prix bloqués, les tensions inflationnistes se traduisaient par les files d'attente et par l'épargne forcée des ménages. Pourtant, ces 300 milliards n'ont gonflé que très marginalement les bas de laine de la population et les comptes en banque des entrepreneurs privés, soumis à des impositions dissuasives. Les principaux bénéficiaires de cette manne ont été les mafias et les trafiquants de tout poil, dont les transactions sur le marché noir et parallèle, illégales, ne sont soumises à aucun contrôle, à aucune taxe.

Le cours du rouble, qui peut maintenant être librement échangé contre des devises, s'effondre quotidiennement. Le 22 janvier, la Banque centrale de Russie l'échangeait à 110 pour un dollar. Mais le même jour, à la bourse, on donnait plus de 200 roubles pour un simple billet vert.

En tout cas, le gouvernement est conscient que le sort des réformes dépend de la stabilisation de l'inflation. Pari risqué ! Non, décidemment, Boris Eltsine n'est pas un démagogue.

Pierre LORRAIN

LA CRIMINALITÉ EN RUSSIE

Jusqu'à ces dernières années, les médias soviétiques n'évoquaient qu'incidemment, comme des faits exceptionnels, les actes criminels commis au sein de la société. De tels actes, affirmait la propagande communiste (relayée systématiquement par les partis communistes occidentaux, notamment le PCF), étaient imputables au seul capitalisme et l'URSS, presque par définition, bénéficiait d'une quasi totale absence de crimes, vols, trafics de drogue, alcoolisme, prostitution, etc., du fait de l'instauration de la morale socialiste. Lorsque la réalité visible contredisait par trop cette vision idyllique de la société soviétique, il s'agissait de simples « survivances capitalistes »...

La « *glasnost* », puis l'effondrement du système, l'éclatement de l'empire et la disparition du PC soviétique permettent aujourd'hui de rétablir les faits : une forte criminalité sévissait en URSS, touchant parfois de hauts responsables, une criminalité que les autorités des républiques issues de l'empire effondré ont bien du mal à contenir. C'est l'état actuel de cette criminalité que Michel Slavinsky décrit ci-dessous.

E.O.

La lutte contre la criminalité constitue incontestablement aujourd'hui l'un des problèmes les plus graves que la direction de la république russe ait à résoudre. Voici quelques illustrations rassemblées par le juriste Friedrich Neznansky dans la revue « *Possev* ».

L'agence TASS a relaté dernièrement l'arrestation d'un maniaque sexuel ayant assassiné plus de 50 personnes à Rostov-sur-le-Don. Le chanteur populaire Igor Talkov a été tué d'un coup de revolver en plein concert. Plus de 3 tonnes de hachich, d'une valeur de 40 millions de deutschmarks, viennent d'être saisis grâce à une action commune des polices russe, allemande, hollandaise et belge...

V. Barannikov, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la république russe, a reconnu au cours d'une conférence de presse : « *Au cours des seuls huit premiers mois de l'année 1991, plus de deux millions de crimes et délits ont été commis dans les limites de l'ancienne URSS. Depuis le début de l'année, plus de 600 groupes organisés ont été mis hors d'état de nuire. On a pu saisir 64 000 armes à feu, 19 millions de munitions diverses et 45 tonnes d'explosifs. On note également une extension du terrorisme fondé sur les conflits entre nationalités. 388 personnes ont été tuées et plus d'un millier ont été blessées au cours d'engagements de ce genre* » (*Pravda*, 26.9.91).

Selon le professeur de criminologie V. Lounéyev, il y aurait lieu de s'attendre au cours des prochaines années à une importante croissance de la criminalité dite crapuleuse dans l'ex-URSS. En effet, si depuis 1986 la criminalité dans son ensemble a été multipliée par 3,1, le nombre des crimes crapuleux a augmenté de 4,5 fois. Les vols de biens d'Etat et de biens publics se sont accrus de 5 fois et ceux de biens privés, de 8 fois.

Les auteurs de hold-up et de meurtres prémédités se servent d'armes à feu qu'ils se procurent notamment en attaquant des dépôts de munitions et en agressant des miliciens et des soldats en faction. Si, en 1985, on a compté plus de 4 000 attaques à main armée, en 1989, on en a dénombré plus de 5 000, et plus de 6 000 un an plus tard. Toutefois, on peut se procurer des armes beaucoup plus simplement : en les achetant. Ainsi, en 1991, une mitraillette « *Kalachnikov* » coûtait au marché noir entre sept et dix mille roubles. Un revolver « *Makarov* » valait entre 700 et 1 000

roubles, alors qu'une grenade à main ne revenait qu'à 100 roubles.

De son côté, l'agence d'information « *Novosti* » a précisé le 7 août 1991 que le banditisme prenait un caractère de plus en plus organisé. Au cours du premier semestre de l'année dernière, près de 600 groupements criminels ont pu être mis hors d'état de nuire. Ils ont commis 3 200 forfaits divers, dont 53 meurtres.

La situation est particulièrement grave dans les pays baltes, en Kirghisie et dans la république russe. Selon l'hebdomadaire « *Litératournaya Rossia* » (5 avril 1991), le nombre des délits et des crimes commis en 1990 en RSFSR était en augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente, ce qui dépasse de plus de trois fois le taux moyen de croissance de la criminalité dans le monde entre 1975 et 1980.

Après l'oukaze de Gorbatchev relatif à la remise des armes par la population, 92 500 fusils avaient pu être récupérés en RSFSR. Toutefois, d'après certaines données officielles, on compterait encore 2,5 millions d'armes à feu entre les mains de la population, ce qui peut constituer une grave menace pour la tranquillité et l'ordre dans le pays.

Le problème des délits économiques n'est pas moins préoccupant : Tatiana Koriaguina, spécialisée dans les problèmes de l'économie parallèle, estime que plus de 30 millions de personnes sont mêlées d'une façon ou d'une autre à cette catégorie de délits.

L'énormité des chiffres montre à l'évidence qu'il s'agit avant tout d'une grave maladie sociale du pays tout entier.

La criminalité à Moscou

On compte près d'une trentaine d'associations de malfaiteurs, dont les effectifs varient entre plusieurs dizaines et plusieurs centaines d'individus. Toutefois, les gangs d'authentiques bandits sont encore plus nombreux. Ils contrôlent des secteurs déterminés de la capitale et se sont répartis depuis longtemps des sphères d'influence. Contrairement à ce que l'on pensait généralement, il ne semble pas y avoir en leur sein de clivages par nationalités. Dans l'ensemble, le monde du crime ne reconnaît pas de notions telles que l'autorité de l'Etat ou la souveraineté nationale. Certes, il existe, par exemple, des « *gangs tchétchènes* », mais cela ne signifie nullement qu'ils comptent seulement des ressortissants de la république autonome des Tchétchènes. Si même le chef l'est effectivement, les membres du groupe, ainsi que les indicateurs, peuvent être des Russes, des Ukrainiens ou des Baltes. On connaît ainsi à Moscou les groupes dits de Kountzévo, d'Izmaïlov, de Solntsévo, de Lioubertsy, etc. Toutefois, par exemple, le gang de Kountzévo n'opère pas exclusivement sur le territoire du quartier dont il porte le nom. Il peut contrôler également les prostituées du complexe d'hôtels «*Izmaïlovo* », ainsi que le parc de taxis de n'importe quel secteur de la ville.

Cependant, ces derniers temps, la situation se serait sensiblement compliquée. Aux traditionnelles associations de malfaiteurs de Moscou, viennent s'ajouter des groupes dits « de passage », qu'attire la situation relativement calme régnant dans la capitale, par rapport aux régions que touchent des conflits nationaux. Il y a parmi eux des « gangs » sauvages n'effectuant que des raids sporadiques et regagnant ensuite leur « Etat souverain ». Toutefois, dans l'ensemble, les « bandes de passage » commettent leurs méfaits avec l'aide d'indicateurs et de groupes locaux. Bien entendu, les groupements de malfaiteurs de Moscou sont contrariés par l'apparition de trop nombreux « groupes de passage », venant notamment du Caucase.

Un rôle important dans les opérations des divers gangs est joué par les chauffeurs de taxi, qui entretiennent souvent des liens étroits avec les groupes locaux. Entre les mois de juillet 1991 et 1991, la police a réussi à mettre hors d'état de nuire deux dizaines de gangs opérant à Moscou. Chacun d'entre eux comptait des chauffeurs de taxi, dont certains n'exerçaient cette profession que nominalement. En réalité, ils exécutaient seulement les missions qui leurs étaient confiées par la bande à laquelle ils appartenaient.

Comme l'a signalé l'agence TASS (26 novembre 1991), la lutte contre cette forme de criminalité est rendue difficile du fait que « *certains hauts responsables de l'Etat sont soit directement liés à la mafia, soit devenus ses jouets* ». Par ailleurs, on observe, ces derniers temps, certaines tendances à la politisation et à l'extension à l'arène internationale. Ainsi, 48 actions judiciaires viennent d'être engagées contre diverses associations de malfaiteurs entretenant des rapports interrégionaux et même internationaux. Le général de la milice Alexandre Gourov a déclaré à cet égard : « *Certes, personne n'a téléphoné pour dire explicitement : « Ne touchez pas à cet homme ». Mais on a donné à sentir qu'une large lutte contre la mafia peut être préjudiciable et même dangereuse pour certains* ».

Pillages à l'aéroport « Chérémétiévo 2 »

« R. Knott, voyageant par avion en direction de Moscou, ne se doutait pas qu'à l'aéroport « Chérémétiévo 2 », sa valise et sa sacoche contenant toutes ses affaires personnelles disparaîtraient sans laisser de trace (...). Lorsque des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur se joignirent aux recherches, il comprit qu'il s'agissait d'un vol commis à l'aéroport » (*Pravda*, 16 octobre 1991).

Au cours de l'enquête, on a pu établi que les quatre auteurs du délit étaient impliqués dans treize autres cambriolages commis à « Chérémétiévo 2 ». Plus de 80 objets de grande valeur ont été découverts au cours d'une perquisition.

Pour une plus grande efficacité dans la recherche des criminels, les militaires des forces du ministère de l'Intérieur ont également été enga-

gés dans la défense de l'ordre public. Quatre mois durant, officiers et soldats ont été de service au contrôle des postes frontières. Au début, de nombreuses plaintes ont été formulées à leur encontre. Les chauffeurs de camions, ainsi que les employés de certaines « *joint-venture* » et de petites entreprises, se sont montrés particulièrement indignés. En réalité, il s'agissait d'individus exportant autrefois sans contrôle des objets volés, ou de receleurs.

Au cours d'un « *breefing* » organisé le 15 octobre 1991 au centre de presse du MVD de l'URSS, les premiers résultats de l'activité des organes de sécurité à l'aéroport ont été rendus publics. 13 000 citoyens soviétiques ont été condamnés à diverses amendes, d'un montant total de 400 000 roubles pour différents délits administratifs. 123 poursuites pénales ont été engagées, dont 84 concernaient le détournement de bagages et de fret, et une vingtaine, des cas de vols d'affaires personnelles. Au cours du même laps de temps, le nombre des délits élucidés, y compris les pillages de moyenne et de grande importance commis dans les bagages de passagers (appareils radio, vidéo, joaillerie) a pu être doublé.

« Attention, banditisme ! »

Que ce soit en avion, en train ou en voiture, dès son entrée dans le pays le touriste occidental peut faire l'objet d'agressions armées de la part de bandes criminelles. Comme l'a déclaré le Service d'information de la télévision centrale soviétique (25 novembre 1991), sur les principales routes commerciales, la situation est telle qu'un nouveau panneau avertisseur devrait être adopté : « *Attention, banditisme !* ».

Il faudrait le placer notamment sur la plus prestigieuse des routes nationales, la voie Berlin – Brest-Litovsk – Moscou. C'est précisément là que se produisent la majorité des effractions de voitures de transit et d'agressions de leurs chauffeurs. La dernière victime de ce genre de racket a été le conducteur d'une voiture britannique transportant des médicaments pour les enfants de la région de Tchernobyl. Un service de sécurité a même été créé à Brest-Litovsk pour fournir une protection armée depuis la frontière jusqu'à destination.

Par manque de ressources et d'équipements techniques, la situation se dégrade également dans la région de Saint-Pétersbourg, où seuls 40 % des crimes et délits ont été élucidés. Au Kamtchatka, le nombre des crimes graves est en augmentation de 24 %. Durant le seul mois de novembre 1991, 768 crimes ont été commis, dont 509 avec vol de biens d'Etat et de biens privés.

Au cours de l'année 1991, une nouvelle forme de rapine est née : le vol des colis d'aide humanitaire en provenance de l'Occident. Selon les données du ministère de l'Intérieur, trente-neuf attentats de cet ordre ont été commis jusqu'à la veille de Noël 1991. Cinquante personnes ont été appréhendées, dont vingt-quatre pour abus de fonction. Il s'agissait essentiellement de détournements de vêtements et de produits alimentaires, pour écoulement dans des magasins de détail. Il est par conséquence très important que les colis et produits d'aide humanitaire envoyés en Russie soient convoyés jusqu'aux points de distribution.

Les « délits mineurs »

L'éventail des méfaits commis quotidiennement en Russie par une multitude de malfaiteurs les plus divers est immense. Un délit très largement répandu est le « vol à la tire ». Comme le relate « *Sovietskaia Militsia* » (n° 7 - 1991), selon un sondage, chaque « spécialiste » de cette forme de rapine commet en moyenne trente vols par mois. Dans chaque cas, le montant du butin varie entre 50 et 500 roubles, ou même plus.

Dans les villes soviétiques de plus d'un million d'habitants, on comptait en moyenne 14 600 000 vols à la tire par an, pour un montant total de 4,37 milliards de roubles. Dans les villes comptant entre 500 000 et 1 million d'habitants, le nombre moyen annuel de ce genre de délits atteignait 3 307 000 pour un montant de 909 563 000 roubles. En ce qui concerne les villes dont la population s'établit entre 100 000 et 500 000 habitants, le nombre de vols s'élevait à 3 823 000, d'un montant de 1,51 milliard de roubles.

A l'échelle du pays tout entier, on comptait en moyenne 21 810 450 vols à la tire, représentant au total 5 997 873 000 roubles. En d'autres termes, le vol à la tire constituait en URSS l'un des délits les plus répandus.

Une autre forme de délit prenant toujours plus d'expansion en Russie est le vol et le « détournement » des divers moyens de transport. Ainsi, on a enregistré, en 1990, 22 417 vols de voitures particulières (ce qui constitue une augmentation de 67 % par rapport à l'année précédente) et 2 914 vols de moyens de transport d'Etat (+ 55,5 %). La revue « *Echo Planeti* » (n° 15 - 1991) signalait que durant la même période, 97 061 voitures particulières et moyens de transport appartenant à l'Etat avaient été « *détournés sans intention de les voler* ». A Moscou, 2 944 voitures ont ainsi été « empruntées », soit 3 % de plus qu'en 1989. De son côté, la revue « *Za rouliom* » (Au volant) a souligné que 50,7 % de tous les vols et détournements ont été commis par des groupes organisés opérant plus particulièrement sur les parkings et dans les garages.

Non moins préjudiciables pour l'Etat sont les diverses formes de contrebande qui, dans la situation chaotique actuelle, fleurissent avec une intensité particulière.

Parmi les affaires traitées au début de l'année 1991, notamment par le KGB, figuraient avant tout quatre sacs de perles, d'une valeur très importante. Le même « lot » comprenait en outre de nombreux objets en or, des bijoux, des livrets de caisse d'épargne, des devises et dix passeports établis aux noms de deux individus. Le programme d'informations télévisées « *Vrémia* » a signalé qu'en

dix-huit mois, des poursuites avaient été engagées pour faits de contrebande contre plus de 300 groupes totalisant près d'un millier de personnes. Les saisies opérées sont évaluées à plus de 220 millions de roubles.

Les autorités russes sont particulièrement alarmées par la disparition et l'exportation frauduleuse des icônes, une des richesses culturelles du pays. Comme l'a communiqué l'agence TASS (20 décembre 1991), au cours des dernières années, près de 80 % de toutes les anciennes icônes qui restaient encore en 1980 se sont retrouvées à l'étranger. Durant les six premiers mois de l'année 1991, 1 167 œuvres d'art ont été dérobées. Près de 12 000 autres vols font l'objet de recherches.

L'Etat perd des œuvres d'art de réputation mondiale. En 1991, seize pièces d'exposition, d'une valeur de 4,1 millions de dollars, ont été dérobées au musée de Saint-Pétersbourg. On exporte frauduleusement à l'étranger des tableaux, des objets de culte, des pièces de monnaie, des décorations, de l'orfèvrerie. Près de quarante gangs de contrebandiers basés en Europe occidentale se seraient spécialisés dans l'exportation illégale d'URSS et la revente d'œuvres d'art volées.

Autre problème, tout aussi tragique, l'accroissement du nombre des drogués. Ainsi, au cours de l'année 1991, dans la seule ville de Moscou, plus de 2 500 personnes, dont 600 venaient de l'Azerbaïdjan, ont été appréhendées pour divers délits liés à la drogue. Durant la même année, 600 kg de drogues ont été saisis. En 1990, le chiffre correspondant n'était que de 200 kg. Au terme d'une seule opération anti-drogue, plus de 400 ampoules de métadon, d'une valeur de 250 000 roubles, ont été saisies dans l'appartement d'un ressortissant du sud du pays.

Par ailleurs, un laboratoire clandestin de drogues synthétiques a été découvert à Saint-Pétersbourg. Un gramme de ce produit, encore inconnu dans la pratique criminelle, a été estimé, fin avril 1991, à environ 5 000 roubles. Trente-huit personnes ont été arrêtées. La police a saisi un stock de cette nouvelle drogue d'une valeur de trois millions de roubles, ainsi que des devises, des armes et des munitions.

La chasse aux esclaves

« Guennady Maximov n'a que 40 ans, mais il en paraît 70. En cinq années d'esclavage, il s'est ratatiné et voûté. Son cou a été définitivement distordu par le port d'un collier par lequel on l'attachait à la remise. Des doigts lui manquent ; un coupé par une brebis égarée. Il a contracté la tuberculose, dont il se meurt dans un hôpital de Pavlovsk après sa seconde évasion. Lorsqu'il a été rattrapé la première fois, on l'a sauvagement frappé sur les reins. Puis il a été plongé à de nombreuses reprises durant plusieurs semaines dans une fosse à purin (...). Emmené de force dans un village tchétchène, il a été à nouveau impitoyablement frappé et obligé de garder les troupeaux. La nuit, il était attaché par une chaîne munie d'un collier. Guennady connaît plusieurs personnes ayant subi les mêmes épreuves que lui (...). On leur a infligé l'esclavage à vie et pour qu'ils n'en doutent pas, on les a marqués au fer rouge » (*« Moskovskié Novosti »*, 20.10.91).

L'esclavage est apparu en URSS vers la fin des années 50. Les jeunes Tchétchènes exilés au Kazakhstan furent les premiers rabatteurs d'esclaves. Avec des promesses de *dolce vita* au Kazakhstan, ils appâtaient les désœuvrés naïfs qui se pressaient dans les gares sibériennes. En réalité, ceux-ci échouaient dans de véritables camps de concentration, où on les obligeait à confectionner des blocs de construction pré-fabriqués à trame de bambou. Plus tard, des esclaves firent leur apparition sur les pâturages du Caucase septentrional, puis dans les plantations de coton de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Vers la fin des années 80, l'utilisation d'esclaves se pratiquait de plus en plus largement dans les zones de culture des plantes narcotiques. Aujourd'hui, il prend un caractère quasi général et fait son apparition dans des secteurs toujours nouveaux. Ainsi, des jeunes filles de Russie centrale sont attirées comme photo-modèles à Achkhabad, Naltchik, Makhatchkala, etc., et se retrouvent dans des maisons closes. Des esclaves sont même utilisés comme donneurs d'organes...

Perspectives menaçantes

« L'analyse des diverses tendances du développement de la criminalité au cours des deux ou trois dernières années, compliquées par les fermentations socio-politiques, conduit à la conclusion que l'on se trouve au seuil de changements qualitatifs de la criminalité. En d'autres termes, il ne s'agira pas d'une simple extension, ni même d'un bond analogue à celui que l'on a observé en 1988-89, mais d'une véritable avalanche » (*Pravda*, 16 octobre 1991).

Le quotidien signale également que jamais encore, depuis la disparition officielle du communisme, les tribunaux n'ont fait l'objet de pressions aussi cyniques de la part d'éléments criminels. Les victimes n'osent parfois plus se rendre dans une salle de tribunal par peur de répressions physiques. Par surcroît, en raison de la multiplication des cas à traîter, les magistrats ne parviennent fréquemment plus à mener leur tâche à bien.

Tel est l'insupportable héritage d'un régime entièrement dépourvu de critères moraux échu à Boris Eltsine. Sa tâche sera lourde. La guérison sera sans doute possible, mais elle demandera de la fermeté et du temps.

Michel SLAVINSKY

QUAND LES ARCHIVES EX-SOVIÉTIQUES COMMENCENT À PARLER

A Genève, en été 1960, un colloque organisé par l'Institut des Hautes Etudes Internationales réunissait la fine fleur de la soviétologie occidentale de l'époque : Sir Isaï Berline, Léonard Schapiro, Boris Souvarine, Bertram Wolfe, Boris Nikolaevsky, etc. L'unique sujet de leurs débats, traité sur tous les plans, fut évidemment l'Union soviétique. Au cours de son exposé, le rapporteur sur la littérature en Union soviétique se permit de remarquer qu'il n'y avait plus actuellement, comme autrefois, de grands romans russes. Il s'attira cette brève interruption du professeur Georges Katkov : *« Si, si, mais ils sont dans les caves du KGB ! »*.

L'attitude de Staline et de ses héritiers directs paraissait en effet contradictoire : le Kremlin faisait disparaître de la politique et de l'histoire des milliers de personnages connus, les transformant, selon le langage orwellien, en « non-êtres » ; mais en même temps, il conservait soigneusement leurs écrits, journaux, notes - en un mot, tout ce qui relevait de l'écriture. Selon notre logique « bourgeoise », puisque Staline et les staliniens exterminaient physiquement ces hommes, souvent de notoriété mondiale, à plus forte raison ne devaient-ils pas prendre soin de leur « paperasse ». Mais la logique bolchévique était différente : elle consistait à exterminer les hommes et leurs livres publiés, mais à conserver la totalité de leurs manuscrits non publiés.

Sept décennies de cette pratique « conservatoire » ont abouti à un résultat sans précédent : 70 millions de documents sont stockés à l'heure actuelle en ex-Union soviétique et par-dessus le marché, ils sont à vendre ! Pour une fois, la « marchandise » soviétique est capable non seulement de concurrencer sur le marché les « produits » occidentaux, mais même de les dépasser par leur « qualité ».

La **valeur scientifique** de ces archives est ainsi qualifiée par James H. Billington, responsable de la célèbre *« Library of Congress »* de Washington et spécialiste lui-même de l'histoire russe : *« C'est peut-être la plus importante ressource inexploitée pour la compréhension de l'histoire du 20e siècle. Ces archives sont une mine d'or pour les historiens... »*. Leur **valeur politique** doit aussi être exceptionnelle, même si l'on s'en tient uniquement à ce fait : dans les heures qui suivirent l'échec du putsch du 21 août, les comploteurs voulurent jeter au feu les principales archives. C'est sur l'intervention personnelle de Boris Eltsine que cette destruction fut empêchée et les archives secrètes passèrent ainsi sous le contrôle du nouveau pouvoir. La **valeur marchande** des documents devrait être également considérable, puisque Mme Jana Howlett, professeur d'histoire à Cambridge, chargée de les sélectionner, devait déclarer : *« Une petite partie des documents a été mise au pilon avant que le président Eltsine n'impose que les archives passent sous son contrôle. Malheureusement, quelques documents ont aussi été subtilisés pour être vendus au marché noir »*.

Les archives libérées

Quand Gorbatchev, secrétaire général du Parti, empêtré dans les péripéties de la « perestroïka », déclarait de temps à autre qu'il restait marxiste et léniniste, en Occident cette profession de foi était tenue pour une simple clause de style. Or, les exemples ne manquent pas montrant qu'il agissait en disciple de Lénine plutôt qu'en révisionniste à la Bernstein. Ainsi, en authentique léniniste, il a continué jusqu'au dernier jour à subventionner les « partis frères ». De même, il n'a jamais autorisé l'ouverture des archives du Parti communiste et de l'Internationale communiste. La situation n'a changé fondamentalement à cet égard qu'avec l'accession au pouvoir de B. Eltsine : les subventions aux « partis frères » ont alors cessé et les archives commencent à être ouvertes aux chercheurs.

En ce dernier domaine, l'ancien mot clé *« communiste »* (ou *« léniniste »*) est remplacé par un autre : *«russe »*. Moins de deux mois après le putsch raté d'août dernier, l'Institut du marxisme-léninisme était rebaptisé *« Centre russe de conservation et d'étude des documents de l'histoire moderne »*. A ce moment, l'ex-Institut du marxisme-léninisme possédait plus d'un million et demi d'ouvrages, sans compter plus de 500 fonds spéciaux, dont le N° 1 est, comme il se doit, consacré à Karl Marx, le N° 2 à Lénine, tandis que le N° 17 est réservé aux Plénums du Comité central du Parti bolchévik et le N° 495, aux Plénums du Komintern.

Le nouveau directeur du Centre, V.P. Kozlov, vient d'élaborer un programme du travail pour cette année. Un rapide aperçu permet d'y repérer

un vaste choix de thèmes dont l'étude, faute de documents, n'était pas autorisée en URSS et était impossible à l'Ouest pour la même raison.

Documents sur le mouvement révolutionnaire en URSS

La série relative aux politiques russes englobe plusieurs partis politiques d'avant 1917, mais en premier lieu, le mouvement bolchévik. Une place d'honneur dans ce programme revient au recueil de documents *« L'Or du Parti social-démocrate ouvrier de Russie »* (tel fut, jusqu'à la fin 1917, le nom officiel du parti de Lénine). Cet ouvrage englobe la totalité de son histoire de 1903 à 1917. Le recueil permet de dresser le tableau des ressources financières du parti et des luttes engagées au sein de la social-démocratie russe pour se les approprier. Il suffit de rappeler, par exemple, l'affaire Taratouta et les fameuses *« expropriations »* (dont Staline était l'un des organisateurs) pour mesurer l'importance de ces documents (sans compter toutes les hypothèses, entre lesquelles il a été jusqu'à maintenant difficile de trancher, sur l'argent que Lénine aurait reçu de l'Allemagne impériale).

Un autre volume est prometteur dès le titre : *« Le Parti social-démocrate ouvrier de Russie et l'Okhrana »*. Sous-titre : *« Les documents des commissions successives »*. Quand on se rappelle qu'à la veille de la Première guerre mondiale, le porte-parole bolchévik à la Douma et homme de confiance de Lénine s'appelait Malinovski, lequel était en même temps un agent de l'Okhrana (la police politique tsariste), on comprendra que tout sera de première importance dans ce volume.

Le bolchévisme venu au pouvoir occupe normalement une place aussi importante dans ce programme de travail. Quatre volumes sont prévus sur le sujet *« Trotski contre Staline »*, dont le premier doit couvrir la période 1922-1927. Parmi les documents à paraître en recueil spécial, figure *« La correspondance entre les opposants »* de 1928 à 1932. Deux importants Plénums du Comité central bolchévik sont aussi inscrits à ce programme : le compte rendu du Plénum de juillet-août 1926 et le compte rendu sténographique de celui de février-mars 1937. L'importance de cette dernière réunion tenue au temps de la furie stalinienne du « culte de la personnalité » a été mise en évidence par Khrouchtchev dans son *« Rapport secret au XXe congrès »*, mais le compte rendu officiel du Plénum n'avait jamais été publié.

Pour établir un certain équilibre entre les bolchéviks et les autres partis, le programme promet aussi les ouvrages suivants : *« Assemblée constituante de Russie »* ; G. Martov, *« Le bloc-notes d'un social-démocrate ; « Menchévisme en Russie en 1917 »*.

Documents sur le Komintern

L'aspect internationaliste du parti de Lénine, concrétisé par l'action du Komintern, est loin d'être oublié grâce à d'autres recueils prévus. Un volume sera consacré à l'échec de la révolution communiste en Allemagne. L'organisation de ce recueil, probablement composé de documents inédits, est déjà claire dans le sous-titre : *« Les plans révolutionnaires du Komintern en 1923 »*. Le rôle véritable joué par l'Internationale communiste avait été volontairement rendu confus parce que l'échec coïncidait avec le début de l'offensive de la *« troïka »* Staline-Zinoviev-Kamenev contre Trotsky. En même temps, octobre 1923 fut le moment où Moscou se rendit à l'évidence que la *« vague révolutionnaire »* battait en retraite et que la consolidation *« provisoire »* du capitalisme constituait le fait international dominant.

Un autre pays, après l'Allemagne, a joué un rôle capital dans les projets révolutionnaires de Moscou : la Chine, et une fois de plus le Komintern a volontairement brouillé les cartes en ce qui concerne les rapports entre les deux révolutions russe et chinoise. Quatre volumes sont prévus sous le titre général : *« Dans le combat pour la Chine rouge »*.

Le programme pour cette année ne laisse pas de côté la période tragique du « culte de la personnalité » de Staline, c'est-à-dire le temps des massacres, aussi bien dans le parti bolchévik qu'au Komintern. Deux volumes seront consacrés à ce chapitre sanglant de l'histoire : *« Mémorial du Komintern. La biographie des victimes de la répression stalinienne »* et *« Lettres pour le sauvetage. Recueil documenté des lettres des victimes de la répression et de leurs parents adressées au Comité exécutif du Komintern »*.

Les sphères non-politiques de la vie en URSS comprennent aussi une documentation ayant permis de programmer trois volumes : *« Le Parti communiste contre la religion. Echec de la politique d'extermination » ; « L'artiste et le pouvoir. Histoire de la censure politique selon les documents 1930-1950 » ; « La science sur la Golgotha. La répression stalinienne dans le domaine de la science entre les années 20 et 50. Recueil de documents »*.

Une « aventure » de Lénine

Que contient encore ce trésor de documents sur le communisme, certainement le premier au monde par la quantité et probablement aussi par la qualité ? Le même Dr. Jana Howlett, qui a pu survoler ces archives, a cité un exemple qui relève ni de la grande histoire, ni même de l'histoire tout court, mais de la « petite histoire », comme on dit : les lettres qu'Inessa Armand avait écrites à Lénine. Une certaine quantité des lettres de la correspondance échangée entre Lénine et Inessa Armand ont été publiées à l'instigation de Staline pendant la dernière phase du « culte de la personnalité ». Nous bénéficierons peut-être un jour prochain de la suite et de la fin de cette « aventure » de Lénine.

Branko LAZITCH

LA CHINE À LA RECHERCHE D'UNE PLACE DANS LE MONDE

Par une cruelle ironie de l'Histoire, la Chine populaire a-t-elle enfin réussi à réaliser l'une de ses plus grandes et plus anciennes ambitions : assumer seule la direction du mouvement communiste mondial ? Si tel est le cas, les circonstances de ce succès enlèvent sans nul doute la moindre envie de s'en réjouir. Car ce n'est pas la supériorité de la « *voie chinoise vers le socialisme* » qui lui a finalement permis de surpasser l'URSS rivale. C'est l'effondrement, soudain et inattendu, du communisme soviétique, lequel, s'ajoutant à la désintégration des « démocraties populaires » et à la reconversion, à certains égards démocratique, de l'Albanie, de la Mongolie et des dernières citadelles pseudo-marxistes africaines, ne laisse plus à Pékin que le loisir de guider un maigre quarteron de rescapés de l'ère stalinienne.

Ce rôle n'en est pas moins pris très au sérieux par la frange conservatrice de la hiérarchie chinoise et il n'est pas jusqu'au numéro un historique du régime, Deng Xiaoping, qui, dès avant les événements de Moscou, n'ait préconisé un resserrement des liens avec les ultimes « pays frères », à savoir la Corée du Nord, le Vietnam et même Cuba qui, en dépit de la distance, a fait de la Chine son troisième partenaire commercial, rang qui pourrait encore progresser avec le relâchement de l'aide soviétique fournie à La Havane. La coopération avec les deux autres partenaires est, toutefois, plus évidente dans la mesure où ils partagent avec la Chine une frontière commune et présentent des économies à plus d'un égard complémentaires. Il serait ainsi possible de constituer une vaste aire de solidarité communiste qui pourrait s'étendre au Laos et au Cambrodge, quoique ces deux pays semblent s'engager aujourd'hui sur des voies différentes, le premier s'intégrant de plus en plus à la sphère d'influence thaïlandaise, le second se préparant à renouer avec l'Occident et à répudier des dogmes marxites-léninistes qui, de toute façon, n'ont jamais fait recette dans l'ancien royaume khmer (voir *Est & Ouest* de novembre 1991.

***

La synergie que les Chinois cherchent à mettre en œuvre avec les Nord-Coréens et les Vietnamiens n'en soulève pas moins paradoxes et difficultés.

Avec Pyongyang, les affinités idéologiques paraissent évidentes. Le récent voyage à Pékin du président nord-coréen, Kim Il-Sung, a montré, cependant, qu'au-delà des solennelles déclarations d'amitié et du tapis rouge qui a été déroulé avec un éclat exceptionnel – les précédentes visites du « Grand Leader » en Chine continentale avaient été drapées dans un secret plutôt dévalorisant pour lui –, les deux gouvernements ne sont plus tout à fait sur la même longueur d'ondes. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les entorses au protocole qui ont ponctué ce voyage, le secrétaire général du PC chinois, Jiang Zemin, par exemple, ne venant pas saluer le président nord-coréen à son départ de Pékin, mais faisant ensuite « *spécialement le déplacement* » pour le retrouver à Nankin...

On sait que la Chine n'a cessé, depuis quelques années, de presser la Corée du Nord d'adopter, à son tour, des réformes économiques « *à la chinoise* », et elle est sans doute déterminée, cette fois, à se faire plus convaincante, comme l'a illustré le déplacement en province du maréchal Kim Il-Sung, destiné à le sensibiliser au miracle des « *zones économiques spéciales* » chinoises. Et si cette démarche a finalement fait l'objet de la plus grande discrétion dans les médias officiels, des sources japonaises ont confirmé le projet nord-coréen d'ouvrir une zone franche aux confins des frontières soviétique et chinoise. De quoi considérer que la future collaboration entre Pékin et Pyongyang doit paradoxalement passer par la libéralisation tout au moins économique du bastion stalinien et par son ouverture au monde extérieur...

Avec Hanoï, la direction chinoise n'a pas à affronter pareil obstacle. Si les réformes tant de fois préconisées par le Politburo vietnamien sont encore loin d'avoir trouvé une concrétisation comparable à l'expérience pékinoise, du moins la politique d'ouverture à l'expertise et aux capitaux étrangers livre-t-elle déjà des résultats significatifs, à Saïgon et dans le Sud en tout cas, et la Chine ne fait pas mystère de son intention d'en profiter. Les aires de coopération possibles sont effectivement nombreuses et riches en promesses, notamment pour la mise en valeur des provinces chinoises limitrophes du Vietnam et l'exploitation en commun de ressources naturelles partagées entre les deux pays (le pétrole au large de l'île de Haïnan, par exemple). Aussi n'est-il guère étonnant que le rétablissement des liaisons ferroviaires, maritimes et aériennes soit une priorité à l'ordre du jour de la réconciliation, et que les travaux de remise en état de la ligne de chemin Nanning - Hanoï aient déjà commencé, tandis que se négocie le transit, par le port vietnamien de Haïphong, des marchandises provenant des provinces de Chine méridionale.

Le rapprochement se heurte, cependant, à des difficultés politiques et idéologiques, voire psychologiques. Certes, officiellement, la direction vietnamienne proclame son attachement à un

communisme conservateur qui, même s'il a pris, ces dernières années, son inspiration à Moscou plutôt qu'à Pékin, ne devrait nullement déplaire aux gérontes chinois. C'est d'ailleurs au nom de la défense d'une cause commune, et désormais gravement menacée, que les communistes vietnamiens ont exhorté leurs voisins du Nord à enterrer rancœurs et différends. Avec un succès certain, favorisé par le désengagement soviétique d'Indochine et une solution de compromis au conflit cambodgien, dans lequel Chinois, Soviétiques et Vietnamiens réglaient leurs comptes par pions khmers interposés.

Mais, si la normalisation des relations sino-vietnamiennes a pu être scellée, en novembre, par une rencontre au sommet des secrétaires généraux des deux partis communistes, Jiang Zemin et Do Muoi, il est douteux que les deux pays puissent jamais redevenir « *aussi proches que les lèvres et les dents* », ainsi que le proclamait la propagande à l'époque de la guerre du Vietnam, quand un même combat contre l'impérialisme américain unissait les deux peuples. Il y a à cela de multiples raisons. Du côté chinois, la « *trahison* » de Hanoï, qui a préféré l'Union soviétique à la Chine, ne sera pas si facilement oubliée et un homme comme Deng Xiaoping est connu pour ses sentiments antivietnamiens ; lui vivant, il semble exclu que la coopération bilatérale dépasse le strict cadre de l'intérêt économique mutuellement bien compris.

Du côté vietnamien, les pressions pour une libéralisation, voire une démocratisation du régime ne peuvent que s'accentuer dans les mois à venir et le gouvernement vietnamien, accablé par la débâcle économique, n'est pas dans la même position que la direction chinoise pour pouvoir y résister encore longtemps. Déjà, le nouveau Premier ministre, Vo Van Kiet, a donné à entendre que son cabinet pourrait s'ouvrir bientôt à des personnalités « *compétentes* » non obligatoirement communistes. Cette évolution sera immanquablement accélérée par la conversion du Cambodge voisin au libéralisme économique et au pluralisme politique d'abord, par le rapprochement diplomatique avec Washington et le retour des Américains au Vietnam ensuite. Le coup d'envoi de cette normalisation a été donné à Paris, le 23 octobre dernier, à l'occasion de la signature des accords de paix au Cambodge. On peut d'autant plus raisonnablement s'attendre à voir les Etats-Unis reprendre la place de l'URSS en Indochine que les milieux d'affaires américains trépignent d'impatience, avec les conséquences qu'on imagine sur l'avenir de ces régimes particulièrement fragiles.

***

Dans un tel contexte, la Chine ne nourrit guère d'illusions sur son rôle de « *phare de la révolution mondiale* », nécessairement limité dans l'espace et le temps. Significativement, la presse officielle n'a pas cherché à exploiter l'échec du coup d'Etat à Moscou, le *Quotidien du Peuple* du 21 août se bornant à qualifier les événements d'« *affaire intérieure soviétique à régler par le seul peuple soviétique* ». La veille, l'organe du Parti avait, certes, laissé poindre sa joie en annonçant les déboires de Mikhaïl Gorbatchev mais, en recevant l'ambassadeur d'URSS à Pékin, le 23 août, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen, n'allait pas hésiter à l'assurer qu'une fois le président soviétique rétabli dans ses fonctions, « *les relations d'amitié entre la Chine et l'URSS ne pourraient que se développer davantage* ».

Faute de pouvoir donc exploiter idéologiquement la crise du communisme soviétique, c'est donc vers le tiers monde que Pékin cherche, une nouvelle fois, son salut sur la scène internationale. L'isolement diplomatique décrété par l'Occident au lendemain de Tian'anmen avait déjà précipité cette réorientation, conduisant la Chine à normaliser ses relations avec l'Indonésie, Singapour et l'Arabie Saoudite, mais c'est la désintégration du camp socialiste qui rend aujourd'hui cette option incontournable. La réconciliation avec le Vietnam, le Laos et le Cambodge de Hun Sen – ce dernier a été récemment reçu pour la première fois à Pékin – obéit d'ailleurs autant à cette logique qu'au réalisme politique évoqué plus haut.

Il en va de même de l'offensive de charme lancée en direction du Pakistan, où se sont successivement rendues deux délégations de très haut niveau : l'une du Parti communiste, conduite par un membre du Comité permanent du Bureau politique, Song Ping, et le directeur du département de liaison internationale, Zhu Liang ; l'autre du pouvoir d'Etat, menée par le président de la République, Yang Shangkun, lequel s'est déplacé par la même occasion en Iran. Cette double démarche visait, certes, tant à atténuer les effets de la visite effectuée en décembre par le Premier ministre Li Peng en Inde, qu'à obtenir d'Islamabad et de Téhéran des garanties sur la poussée islamique dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, laquelle fait peser une lourde menace sur l'intégrité territoriale de la Chine à ses frontières occidentales. Mais l'offensive répond aussi au besoin de Pékin d'assumer un rôle de puissance régionale, dans la perspective d'un règlement du conflit afghan (lui-même lié désormais au remembrement de l'ex-Asie centrale soviétique), à l'instar de ce qui s'est fait au Cambodge.

Cette même volonté explique également la brusque normalisation des relations sino-israéliennes, avec la visite à Pékin, le 22 janvier, du chef de la diplomatie israélienne, David Lévy, significativement à la veille d'une nouvelle session, à Moscou, de la Conférence de paix sur le Proche-Orient, à laquelle la Chine brûlait d'être invitée. Sans doute la réconciliation entre l'Empire du Milieu et l'Etat hébreu – « *deux des plus vieilles civilisations de la Terre* » – était-elle inéluctable mais, en dépit d'une coopération militaire de plus en plus visible depuis 1985, le rapprochement politique ne progressait qu'à tout petits pas. Jusqu'à Tian'anmen (que Jérusalem n'a condamné que verbalement, sans imposer les sanctions dont Israël avait pourtant les moyens !) et la nécessité,

pour la Chine, de prouver que, malgré cet événement, elle comptait plus d'« *amis* » que jamais... Une exigence de la propagande, vis-à-vis de l'étranger comme d'une opinion publique chinoise désabusée, qui justifie pareillement une éventuelle normalisation avec l'Afrique du Sud, que paraît annoncer la visite surprise effectuée dans ce pays, le 21 janvier, par le ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen, au cours de sa tournée africaine.

La même approche est de mise dans les rapports à redéfinir avec les anciens alliés du bloc communiste. Sans parler de la réconciliation avec la République populaire de Mongolie, où le président Yang Shangkun s'est également rendu en voyage officiel, le chef de la diplomatie chinoise, Qian Qichen, a multiplié les tournées en Europe de l'Est. Pékin a reçu dans le même temps plusieurs délégations polonaises – dont l'une de parlementaires qui a tourné, de manière imprévue, à la dénonciation virulente du totalitarisme chinois ! – et, surtout, la visite du président roumain, Ion Iliescu, qui, s'il ne saurait prétendre remplacer, aux yeux des Chinois, ce vieil et sûr ami qu'était Ceausescu, a au moins le mérite d'offrir un visage familier et de préconiser des méthodes de gouvernement appréciées à Pékin.

L'ennui, c'est que l'attrait essentiel de la Chine dans le tiers monde, en cette époque de détente, ne tient plus tant à la protection qu'elle peut garantir en sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité, qu'à sa capacité à procurer éventuellement une substantielle aide au développement. Or, la Chine n'a plus les moyens de cette politique – les échanges bilatéraux avec la Roumanie, par exemple, sont passés de 2 milliards de dollars à 200 millions ! – et le recours traditionnel aux opérations de troc ne fournit qu'un palliatif limité. Aussi, si la Chine veut maintenir un rang de grande puissance dans le monde, lui faudra-t-il l'imposer par la force et l'originalité de ses idées, en faisant montre de créativité politique et diplomatique. En l'état d'essoufflement actuel du régime, on voit mal comment...

Philippe PAQUET

LE « HUITIÈME » CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SUD-AFRICAIN

C'est très légitimement qu'on peut dire que le congrès qu'a tenu le Parti communiste sud-africain à Soweto, banlieue noire de Johanesbourg, du 5 au 8 décembre 1991, le premier depuis quarante ans, était son *huitième* congrès. Si l'on considérait les choses sous l'angle juridique, il faudrait parler seulement de *premier* congrès. Car le parti qui réunissait ses assises, très symboliquement, en ce lieu chaud de l'agitation sociale et politique de la République sud-africaine, n'est pas juridiquement le *Parti communiste de l'Afrique du Sud (P.C.S.A.)*, dont le congrès constitutif se tint au Cap le 30 juillet 1921 (tous les congressistes étant des blancs) et qui demanda son affiliation à l'Internationale communiste, aussitôt acceptée, le 10 août de la même année.

Ce parti-là n'existe plus, toujours si l'on s'en tient à l'aspect juridique des choses. Fait à peu près unique dans l'histoire de l'Internationale communiste, il s'est dissous volontairement, pour permettre à ses membres d'échapper à la répression. Le Parlement de la République sud-africaine avait adopté, au début de juin 1950, le *Suppression of Communism Act*, qui interdisait toute organisation se réclamant du communisme. Or, le 20 juin, *« reconnaissant que, du jour où la loi entrait en vigueur, chaque membre du Parti, simplement à cause de son appartenance au Parti, était passible de dix ans de prison, le Comité Central du P.C. décidait de dissoudre le Parti à partir de ce jour »* (*South African Communists speak. Documents from the History of the South African Communist Party 1915-1980*, Londres, 1981, I Vol, p. 214).

Cette décision – contraire à tout l'esprit du bolchévisme – fut bientôt dénoncée comme une erreur (et plus), due à la pénétration des *« illusions légalistes »* dans les rangs du Parti, y compris parmi ses dirigeants, et un nouveau parti communiste fut créé (ou l'ancien fut reconstitué sous un nom nouveau) ; non plus le *Parti communiste d'Afrique du Sud* (P.S.A.) mais le *Parti communiste sud-africain* (S.A.C.P.)

À ce détail près, la « nouvelle » organisation constituait un décalque parfait de la précédente. En particulier, elle se montrait minutieusement respectueuse du principe de la *« fidélité inconditionnelle »* à l'Union soviétique et à son Parti communiste, dont elle épousa toujours les positions même, les plus contradictoires, jusqu'à la *« perestroïka »*, à l'instar du Parti communiste français, auquel elle ressemble beaucoup.

Toutefois, ces dernières années, elle a attendu plus longtemps que le P.C.F. pour commencer à prendre quelques distances à l'égard de Moscou (1).

***

Condamné à la clandestinité et à l'exil, le P.C. sud-africain est demeuré numériquement très faible : quelques centaines d'adhérents dans le pays lui-même, selon Joe Slovo (*l'Humanité*, le 10 décembre 1991), et il n'aurait pas survécu sans l'aide des « partis frères », notamment celle de la R.D.A. (En particulier, c'est en Allemagne orientale qu'était imprimée, sans frais pour lui, son intéressante revue mensuelle, *The African Communist*, théoriquement éditée à Londres).

Il a cependant, dans cette période, réussi deux opérations qui ont fait de lui une force politique de bonnes dimensions, en mesure de jouer un rôle non négligeable dans l'évolution de la République sud-africaine. Grâce à sa science très léniniste du « noyautage » et du « travail fractionnel », il a réussi à exercer une influence décisive au sein du *Congrès national africain* (A.N.C.) d'une part, au point d'avoir assumé la direction de sa branche armée *Umkhonto wo Sizwe* (le fer de lance de la nation, en abrégé M.K.) depuis la création de celle-ci en 1960 ; d'autre part au sein d'un bon nombre d'organisations syndicales et notamment de la confédération la plus large, récemment créée : le COSATU (ou *Congrès sud-africain des Trade Unions*).

Ainsi s'est constituée une alliance tripartite ou une « triple alliance » : ANC-SACP-COSATU, qui permet aux communistes sud-africains d'exercer une influence bien supérieure à celle que leur procureraient leurs forces propres, leur fournissant en particulier, grâce aux syndicats, le moyen de monter de ces actions de masse dont le nouveau secrétaire général du SACP, Chris Hani, a répété, dans une interview récente, qu'elles devaient jouer un rôle clé dans la stratégie des négociations appliquée par la triple alliance.

***

Quand, à l'initiative du président De Klerk – qui surprit tout le monde – furent abolies, le 2 février 1990, les interdictions frappant le Congrès national africain (A.N.C.) et quelques autres organisations, le Comité central du SACP publia la déclaration suivante :

« Le premier objectif des mois qui viennent est de construire un solide parti communiste légal, enraciné dans les masses ouvrières de notre peuple. Une campagne systématique de recrutement et d'organisation doit être entreprise en direction des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui, ces dernières années, se sont ouvertement réclamés des traditions et de l'idéal du Parti communiste sud-africain. À cette fin, le SACP procède à une consultation de nos structures clandestines et autres, et nous pourrons rapidement faire connaître le noyau dirigeant du Parti communiste public à l'intérieur du pays. Nous pourrons aussi envoyer des membres du Parti communiste dans le pays pour renforcer ce noyau aussitôt que possible » (*The African Communist*, 2e trimestre 1990).

Est-ce que cela ne permet pas d'écrire qu'obligé de travailler dans les conditions de la clandestinité et de la répression, le SACP n'avait pu maintenir à l'intérieur du pays que des structures précaires, mal connues, squelettiques ? C'est une preuve supplémentaire en faveur de ceux qui ont toujours pensé, contrairement à ce qu'on a dit souvent quand il était proposé d'interdire un parti communiste, que la clandestinité était loin de créer les conditions les plus favorables à l'action révolutionnaire...

Tout en songeant à l'organisation du Parti lui-même, le Comité central n'oubliait pas que tout parti communiste est réduit à l'impuissance lorsqu'il est privé de ses organisations de masse. La déclaration se poursuivait donc ainsi :

« La tâche principale des communistes dans les prochains mois n'est pas seulement de construire notre Parti, mais aussi d'aider à la construction d'une base de masse pour l'ANC, l'organisation dirigeante de notre lutte de libération nationale ».

L'ANC allait bientôt montrer qu'il tenait au SACP autant que celui-ci tenait à lui. Quand commencèrent les conversations entre Mandela et le pouvoir, en mai 1990, la présence de Joe Slovo, le secrétaire général du SACP, souleva des difficultés. Elles se présentèrent à nouveau fin juillet, au moment où allait commencer la deuxième série de rencontres, les communistes étant accusés (à tort, semble-t-il, et sur la base de documents vieux de plusieurs années) de préparer un complot contre le pouvoir. Après une longue discussion, le 1er août, Mandela obtint du Président De Klerk que Joe Slovo et son parti fussent définitivement admis aux négociations comme interlocuteurs à part entière (2).

Au moment même où l'ANC gagnait pour le SACP cette dernière bataille, en vue de sa légalisation, le Parti organisait à Johanesburg, le 29 juillet, son premier meeting public. Mandela y assistait. Il évoqua « *la vieille amitié* » de l'ANC et du SACP. Au cours du meeting, le Parti rendit publics les noms des 22 membres de sa direction, « *dont huit sont membres du Comité national exécutif de l'ANC* », fut-il précisé (*l'Humanité*, 30.7.90), ce qui d'ailleurs n'exclut pas qu'il y eût, dans le Comité national exécutif de l'ANC, quelques communistes de plus, mais n'appartenant pas à la direction du Parti.

---

(1) Sur l'histoire du Parti communiste sud-africain, nous nous permettons de renvoyer à nos études d'« *Est & Ouest* » : « *Le Parti communiste sud-africain : la fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique* », n° 28, mars 1985 ; « *Le Parti communiste sud-africain et l'A.N.C.* », n° 32-33, juillet-août 1986 et n° 34, septembre 1986.

(2) Remarquons que cette démarche de Mandela en faveur du SACP vise aussi à rendre à l'ANC une certaine indépendance à l'égard des communistes, qui ont maintenant leur représentation propre dans les négociations.

*
* *

L'existence du Parti étant ainsi affirmée, restait à donner de la consistance à ce qui n'était guère plus qu'un squelette et à constituer vraiment l'organisation.

Le 8e congrès – acceptons cette dénomination – a marqué le terme de cette première étape de la reconstruction du Parti.

413 délégués y représentaient les quelque 25 000 adhérents que compte aujourd'hui le Parti (qui n'en a jamais eu autant), dont 3 600 hors des frontières, 3 020 dans le Transval occidental, 3 020 dans le Transkeï, 2 864 dans la région du Cap oriental et seulement 80 dans le Transvaal du nord.

Malade, Joe Slovo ne pouvait être reconduit dans ses fonctions de secrétaire général. Il a été nommé président du Parti.

À sa place, a été élu Chris Hani, membre du Comité national exécutif de l'ANC, chef de sa branche armée ; c'est lui qui avait recueilli le plus de voix lors de la dernière conférence nationale de l'ANC, car sa popularité est très grande dans le Congrès.

Son élection au poste de Joe Slovo a été une surprise. On a même écrit qu'elle avait produit l'effet d'une bombe.

En effet, l'ANC avait fait savoir qu'il ne souhaitait pas qu'un de ses dirigeants, responsable numéro un de sa branche armée, fût élu secrétaire général du SACP, ce cumul de fonctions risquant de compromettre l'autonomie de l'ANC. Toutefois, l'autre candidat au secrétariat du SACP, Sydney Mufamadi, secrétaire général-adjoint du COSATU, avait été jugé inéligible à ce poste très en vue à cause de ses fonctions à la tête de l'organisation syndicale. Chris Hani a donc été élu, et Mandela et Sisulu, président et vice-président de l'ANC, finirent par déclarer qu'ils s'inclinaient devant le vote (3).

L'incident n'est pas sans intérêt. Il témoigne d'une certaine tension au sein de la triple alliance. Hani restera sans doute au sein du Comité national exécutif de l'ANC, mais il devra abandonner ses fonctions de chef d'État-major de M.K., ses partisans soulignant toutefois qu'il ne peut manquer d'y conserver un certain rôle, étant donné la popularité dont il jouit parmi les cadres de la « branche armée ».

Ont été désignés également :

– comme vice-président, *Ray Mhlaba* qui, semble-t-il, était le favori pour succéder à Joe Slovo, mais qui n'aurait pas voulu quitter Port-Elisabeth pour Johanesbourg ;

– comme secrétaire général-adjoint, *Charles Nquakula*, ancien journaliste, chargé des problèmes d'organisation (4) ;

– comme trésorier, *Kay Moonsamg*, ancien président du SACTU *(South African Congres of Trade Union)* (5).

Le congrès a ensuite élu, au scrutin secret, un Comité central de 25 membres. Il y avait 40 candidats. Les congressistes ont donc été mis dans l'obligation de choisir, et l'écart du nombre des voix obtenues est grand, du mieux élu (407 voix) au moins bien (248). En France, ni le P.C.F., ni la C.G.T. n'ont encore fait ce pas dans la voix d'un fonctionnement démocratique.

Notons la présence, dans le Comité central, de Chris Dlamini, vice-président du COSATU (6), et aussi le fait que le candidat qui a recueilli le plus de voix, *Jeremy Gronin*, chargé des relations publiques du Parti, a été *« à la Sorbonne l'élève et disciple d'Althusser »* (Jean Rolin, *Le Figaro*, le 27.12.91).

Le congrès s'est trouvé unanime pour maintenir le titre du Parti, son emblème, le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau en jaune dans une étoile noire, sa fidélité à ses objectifs socialistes au-delà des buts qu'il a en commun avec l'ANC, sa fidélité aussi aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme en fait d'organisation, de méthodes d'action et surtout de philosophie générale (la question de la race n'étant toujours pour lui qu'un cas particulier de la lutte des classes) – principes contres lequels l'échec des systèmes communistes en URSS et en Europe de l'Est ne constitue pas – selon lui – une preuve décisive.

Toutefois, les avis n'ont pas été unanimes sur les raisons de cet échec, les modérés l'attribuant,

D'après un sondage commandé par le COSATU et effectué par *The Community Agency for Social Enquiry (CASE)*, sur 860 délégués du personnel *(shop sewards)* interrogés pour savoir quelle organisation ils considéraient comme la plus apte à représenter les intérêts des travailleurs dans les négociations en cours, 70 % ont répondu le COSATU ; 21 % l'ANC ; 9 % le SACP.

Commentant ces résultats, Charles Nagakula, secrétaire général-adjoint du SACP, a observé que le sondage ne tenait pas compte de ce que les choses étaient en mouvement : le SACP s'est accru de 5 000 adhérents depuis le 1er janvier 1991 ; nombre de militants et élus du COSATU sont aussi des militants du Parti communiste, et des dirigeants du COSATU assument des postes de direction dans le Parti.

(3) Avait été annoncée aussi la candidature d'un autre syndicaliste, Moses Mayekiso, secrétaire général de l'Union nationale des métallurgistes.

(4) Nquakula aurait été l'un des responsables de cette « opération Vula », le complot que la police a prétendu découvrir en juillet 1990, fournissant ainsi à De Klerk un motif d'écarter le SACP des négociations, mais qui, selon *l'Humanité* (1.8.90), remontait à 1987 et n'avait rien de rouge : *« Il s'agissait d'une réunion clandestine de routine, si l'on peut dire, de l'ANC, qui conserve toutes ses structures de lutte au cas où les négociations en cours à Pretoria capoteraient »*, texte que le passage de l'imparfait au présent ne rend pas très clair.

(5) Organisation syndicale créée le 5 mars 1955, affiliée à la F.S.M., très soumise au SACP (un peu la CGTU en France avant 1935), qui a autorisé ses fédérations à adhérer au COSATU lors de la formation de celui-ci

(6) Voici la composition de ce nouveau Comité central, dans l'ordre décroissant du nombre de suffrages recueillis (le maximum était 412) : Jeremy Cronier (407) : Ronnie Kassil (400) ; Chris Dlmini (392) ; Sydney Mufamadi (387) ; John Gomono (385) ; John Nkadimeg (365) ; Billy Naiz (361) ; Moses Mayekiro (350) ; Blade Nzimande (339) ; Harry Gwala (332) Sizakale Sigxashe (329) ; Essop Pahad (329) ; Geraldine Fraser-Moleketi (324) ; Raymond Suttner (321) ; Jenny Schreiner (291) ; Sam Schilowa (285) ; Tony Yengeni (283) ; January Masilela (276) ; Garth Strachan (267) ; Tenjiwe Mthintso (266) ; Stan Nkosi (258) ; Brian Bantiny (258) ; Govan Mbeki (252) ; Matheu Makhalima (251) ; Nozizwe Madlala (248).

comme Joe Slovo, au fait que les communistes soviétiques n'ont pas respecté les principes démocratiques au cours de la construction du socialisme, les néo-staliniens accusant Gorbatchev d'avoir tout compromis par son « révisionnisme ».

Peut-être un vote permet-il de prendre une idée de la répartition des forces entre ces deux courants. L'une des résolutions présentées au Congrès confirmait la volonté des communistes sud-africains de construire une *« société socialiste démocratique »*. Des délégués ont demandé que le mot *démocratique* fût supprimé, sa présence étant non seulement inutile, mais dangereuse parce qu'elle donnait à entendre qu'il pouvait y avoir une société socialiste qui ne fût pas démocratique (!).

Ils ont obtenu satisfaction, par 269 voix contre 84 et 59 abstentions.

Le nouveau secrétaire général, Chris Hani, a voté pour le maintien du mot démocratique, tout comme Joe Slovo et le nouveau vice-président Mhlaba.

*
* *

Roger Thurow, le correspondant de *The Wall Street Journal* en République sud-africaine, assiste à Soweto à un meeting organisé par l'ANC. Auprès de lui, un étudiant de 19 ans, récemment entré au Parti communiste sud-africain (SACP). Il habite à Soweto, rue Karl-Marx, dans un faubourg habituellement appelé « Section Karl-Marx », bien que ce ne soit pas son nom officiel, et le stade où se déroule le meeting est situé dans la Zone Karl-Marx.

On se croirait dans une commune à municipalité communiste de la banlieue parisienne !

Question involontairement perfide du journaliste : *« Que pensez-vous de ce qui est arrivé à Karl Marx ces derniers temps ? »*

Réponse de l'étudiant : *« Je ne le connais pas, en tout cas pas personnellement. Il est peut-être quelque part ici. Demandez autour de vous »*. Puis il bredouille : *« Est-ce qu'il serait mort ? »*

Quelqu'un qui est assis près de l'étudiant vient à son secours : *« Karl Marx, je sais qui c'est. C'est un Sud-africain, n'est-ce pas ? Mais pouvez-vous me dire si Karl Marx est noir ou blanc ? »* (*W.S.J.*, 6 mai 1991).

On peut s'égayer de cette anecdote, dont il est assurément permis de penser qu'elle ne met pas en scène un cas exceptionnel : *ab uno disce omnes*. Mais on aurait bien tort d'en conclure que le Parti communiste sud-africain (SACP ou PCSA) est sans consistance et sans racine : ce ne serait pas le seul cas où le socialisme « scientifique » puiserait sa force dans une solide ignorance, confortée par une propagande de type obsessionnel.

Parmi les résolutions votées, l'une concernait la réorganisation ou plutôt l'organisation des finances du Parti, qui sont dans un état lamentable : les militants n'ont pas l'habitude de payer de cotisation. Dans la clandestinité ou en exil, ils vivaient de la solidarité des « partis frères » et des États amis.

Une autre résolution a porté sur la triple alliance, qu'il n'est pas question d'abandonner, mais au sein de laquelle le SACP entend conserver son originalité, son droit de critique – *« constructive »*, bien sûr – à l'égard de ses partenaires. Il voudrait qu'un nouveau programme soit élaboré et que l'on restructure l'alliance de façon à améliorer la concertation entre ses trois composantes et à rendre plus faciles les liaisons horizontales à tous les niveaux.

Manifestement, tout en demeurant alliés de l'ANC, les communistes tiennent à se démarquer de lui, la confusion faite dans l'opinion entre les deux organisations expliquant, selon eux, que leur Parti n'ait pas une meilleure « image de marque » dans les masses, y compris parmi les ouvriers organisés (voir encadré).

Treize « partis frères » étaient représentés au Congrès : ceux de Chine, de Grande-Bretagne,de *France*, d'Autriche, d'Israël, de la Réunion, de Cuba, du Mozambique, du Nicaragua, de l'Inde, d'Italie (on ne dit pas lequel, le PSD ou *Refondation*), du Sénégal et du Portugal.

Serait-ce le dernier carré ?

C'est le parti cubain qui a été le plus applaudi. Il jouit d'une très grande sympathie parmi les communistes sud-africains, qui ont engagé une grande campagne en sa faveur sous le mot d'ordre *« Bas les pattes devant Cuba »*.

On connaît ce style.

Claude HARMEL

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Président du conseil d'administration :
Claude HARMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris – Tél. : 47.04.24.02 – Fax : 45.53.42.82

Prix de vente au numéro : 32 francs
Abonnement annuel : 325 francs
Étranger : 425 francs

Impression : EDIMPRA – 20, rue Doudeauville,
75018 Paris - Tél. : 42.54.98.00 - C.P.P. 59 594

ÉTAT ACTUEL DU TERRORISME RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est et en URSS au cours des deux dernières années a suscité des réactions diverses au sein des mouvements révolutionnaires de gauche en Amérique latine. Certains ont décidé de déposer les armes et de participer au processus démocratique. D'autres, de concert avec Fidel Castro, déclarent qu'il vaut toujours la peine de mourir (ou, plus précisément, de tuer) pour la défense du communisme.

Quand les armes font place au scrutin

Pour les sandinistes du **Nicaragua**, le tournant décisif a eu lieu à l'occasion des élections de février 1990, qu'ils ont perdues. A présent dans l'opposition, ils ne semblent avoir aucune envie de reprendre le maquis et de combattre pour l'ancien idéal révolutionnaire. La plupart sont trop occupés à gérer les biens immobiliers et les fonds qu'ils se sont appropriés avant de quitter leurs fonctions.

En **Colombie**, les groupes de la guérilla de gauche sont responsables de 42 000 morts entre 1980 et 1990. Le groupe *« M-19 »*, entraîné par les Cubains, figure parmi les plus violents. En 1985, un attentat qu'il a perprétré contre le Palais de Justice de Bogota a fait 100 morts, dont certains des principaux juristes du pays. Toutefois, dès 1989, la lutte anti-terroriste menée par le gouvernement a forcement ébranlé le *« M-19 »* et l'a obligé à entamer des négociations. En mars 1990, il a désarmé ses troupes et s'est transformé en parti politique légal. Et suivant l'exemple du *« M-19 »*, trois petits groupes de la guérilla colombienne ont déposé les armes en 1991 : le *« Parti des Travailleurs Révolutionnaires »*, l'*« Armée Populaire de Libération »* et le groupe *« Quintin Lame »*. Leur intégration réussie au sein de la vie politique nationale démontre que l'attrait d'un scrutin démocratique peut avoir autant de pouvoir que les balles d'une répression armée.

En **Equateur**, un petit groupe de guérilleros, *« Alfaro Vit »*, et au **Chili** le groupe de guérilla le plus important, le *« Front Patriotique Manuel Rodriguez »*, ont accepté de déposer les armes. Au Chili, les attentats à la bombe sont passés de 279 en 1990 à un cinquantaine en 1991. Toutefois, une faction dissidente de *« Alfaro Vit »* est soupçonnée d'entretenir des contacts avec la guérilla *« Zarata Willca »* en **Bolivie**, et au **Pérou** avec le *« Sentier Lumineux »*, mouvement plus important et plus meurtrier. De même, certains guérilleros chiliens, désapprouvant la décision des dirigeants du *« Front Patriotique Manuel Rodriguez »* de participer à la vie politique, ont créé un *« Front Autonome Manuel Rodriguez »*. Avec le *« Mouvement de Jeunesse Lautaro »*, ce nouveau groupe de guérilla a perpétré 400 attentats au Chili, de nombreux vols à main armée et fait dix morts au cours des deux dernières années.

Négociations en cours

Au **Guatémala**, après trente ans de combat ayant provoqué 100 000 morts, les quatre groupes qui composent l'*« Unité Révolutionnaire Nationale »* ont accepté, en 1991, d'entamer des négociations avec le gouvernement en vue de rétablir la paix. Le président guatémaltèque, Jorge Serrano, ancien membre de la Commission de Réconciliation Nationale du Guatémala, est un partisan convaincu d'une solution négociée.

Julio Mendizabal, porte-parole de cette commission, a déclaré qu'une volonté politique de négocier la paix existe des deux côtés. Toutefois, il craint que de nouveaux groupes de guérilla n'apparaissent si les problèmes économiques du pays ne sont pas résolus. Or, les attentats perpétrés par la guérilla contre les pylônes de haute tension et les autres infrastructures du pays ont aggravé les problèmes économiques et découragé les investisseurs étrangers.

En **Colombie**, le *« Conseil de Coordination de la Guérilla Nationale Simon Bolivar »* est composé de deux groupes de guérilla qui sont toujours actifs : les *« Forces Armées Révolutionnaires de Colombie »* (FARC) et l'*« Armée de Libération Nationale »* (FLN). Ils ont en principe accepté, en juin 1990, d'entrer en pourparlers avec le gouvernement. Celui-ci a demandé que les deux groupes démontrent la sincérité de leur engagement pour une solution négociée en mettant fin à leurs activités de guérilla. Ils n'ont pas accédé à cette requête et pendant trois mois, au début de 1991, une vague d'attentats perpétrés par les FARC et le FLN a fait 600 morts et 500 millions de dollars de dégâts. La guérilla a, en particulier, multiplié les attentats contre l'industrie pétrolière

colombienne, notamment les pipelines et les installations de stockage, provoquant des dégâts d'ordre économique et écologique.

En 1991, dans la plupart des grandes villes, les Colombiens ont manifesté en grand nombre pour protester contre la poursuite de la guérilla. L'absence de plus en plus manifeste de soutien populaire à celle-ci pourrait influencer le prochain round de négociations prévu pour février 1992 à Caracas, au Venezuela.

Au **Salvador**, le *« Front de Libération Nationale Farabundo Marti »* (FMLN) vient enfin de mettre fin à la guérilla qui, en onze ans, a coûté la vie à 75 000 personnes. Le FMLN a commencé à éprouver des difficultés d'approvisionnement après la défaite des sandinistes. L'année dernière, le Nicaragua a même obligé le FMLN à lui renvoyer une cargaison de missiles anti-aériens livrés par quelques officiers sandinistes récalcitrants de l'armé nicaraguayenne.

Le soutien populaire au FMLN a décliné à la suite des dernières élections démocratiques et des attaques perpétrées par le FMLN au cours des deux dernières années qui ont fait des dizaines de morts dans la population rurale et la population démunie des zones urbaines – ceux-là même pour qui le FMLN prétend mener la lutte. Les négociations qui viennent de s'achever pourraient donc constituer la dernière chance du FMLN de s'intégrer au processus politique démocratique.

Les révolutionnaires impénitents

Tous les révolutionnaires de gauche de l'Amérique latine ne sont toutefois pas prêts à remplacer les armes par le scrutin. Des actes de terrorisme commis par divers groupes, certains connus auparavant, ont eu périodiquement lieu en 1990 et 1991.

Au **Venezuela**, le groupe *« Venceremos »* a tenté de poser une bombe dans un restaurant appartenant à une chaîne américaine, en représaille contre les actions visant à forcer l'Irak à se retirer du Koweït.

En **Bolivie**, après une dizaine d'années de paix, depuis 1980 de petits groupes communistes de guérilla ont commencé à réapparaître. La *« Commission Nestor Paz Zamora »* s'est fait connaître par l'enlèvement d'un industriel bolivien en décembre 1989. Ce groupe aurait des liens avec le mouvement révolutionnaire péruvien procubain *« Tupac Amaru »*. Ses activités ont toutefois diminué après un affrontement avec la police qui a coûté la vie à trois de ses dirigeants. Un autre groupe de gauche bolivien, *« Zarata Wilca »*, a revendiqué plusieurs attentats à la bombe depuis 1989.

Au **Chili**, par un communiqué publié en octobre 1991, le *« Front Patriotique Autonome Manuel Rodriguez »* a revendiqué la responsabilité de cinq attentats à la bombe, lesquels n'ont fait aucune victime. La police a pu localiser et désamorcer trois bombes posées dans la cour d'un jardin d'enfants.

Les mouvements de guérilla les plus résistants d'Amérique latine sont sans aucun doute ceux du **Pérou**. Le *« Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru »* (MRTA), pro-cubain, et le *« Sentier Lumineux »*, néo-maoïste, ont fait 24 000 morts et 90 millions de dollars de dégâts en onze ans de violence. Le coût économique représente 90 % de la dette étrangère du Pérou... C'est surtout à partir de la pauvreté que s'est développée la guérilla et les efforts déployés par le gouvernement pour restructurer l'économie et améliorer les conditions de vie des pauvres sont constamment entravés par le combat de la guérilla contre l'infrastructure économique du pays. Le gouvernement a néanmoins remporté quelques succès contre le MRTA : un tribunal a récemment condamné sa responsable, Rosa Luz Padillato, à dix de prison. Mais le jour même où Rosa Luz était condamnée, le MRTA revendiquait l'exécution de quatre personnes...

Au cours des dernières années, les tristes records du MRTA en matière de violence ont été battus par le *« Sentier Lumineux »*, lequel a recours aux attentats aveugles dans le but de semer la terreur. La plupart de ses victimes font partie de la classe paysanne (pour laquelle il prétend combattre). Parmi ses cibles privilégiées figurent aussi des prêtres et des religieuses catholiques, des pasteurs protestants, des coopérants et techniciens étrangers, voire des ménagères organisant des soupes populaires dans les quartiers démunis.

Le *« Sentier Lumineux »* commence par avertir les villages sommés de coopérer avec lui en pendant un chien sur la place de l'église. En avril 1991, les villageois de Tacama ont appris ce qui arrive à ceux qui ne prêtent pas attention à cet avertissement : huit personnes, dont quatre enfants âgés de 4 et 13 ans, ont été décapitées.

En mai 1991, le *« Sentier Lumineux »* a assassiné Doralizia Espejo, animatrice sociale d'un ghetto de Lima, parce qu'elle *« collaborait »* avec le gouvernement pour la distribution de certains services aux indigents. Pour fêter le 57e anniversaire du fondateur du *« Sentier Lumineux »*, Abimaei Guzman, la guérilla a détruit des pylônes de haute tension, plongeant Lima et la partie centrale du Pérou dans l'obscurité. La reprise de la violence terroriste a incité le général Augusto Cubas, chef de la police nationale, à reconnaître que le Pérou *« fait face à la crise sociale la plus grave de son histoire »*.

La filière cubaine

Cuba a toujours entrenu des relations avec la plupart des groupes de guérilla communistes d'Amérique latine. Castro a livré des armes au FMLN du Salvador et a ouvertement conseillé à ce groupe d'intensifier ses attaques contre le gouvernement. Cuba abrite 300 invalides du FMLN qui ont d'ailleurs récemment exprimé le désir de rentrer chez eux. En novembre 1991, l'Argentine a officiellement demandé à Cuba de lui faire savoir

si Gorriaran Merlo, chef du mouvement de guérilla « *Tous pour la Patrie* », se trouvait toujours à Cuba.

Une délégation du « *Conseil de la Guérilla Nationale Simon Bolivar* » de Colombie s'est récemment rendue à Cuba pour s'entretenir avec Fidel Castro des pourparlers de paix en cours avec le gouvernement colombien.

La chute du communisme en Europe de l'Est et en URSS a eu un effet désastreux sur l'économie cubaine. Ces difficultés ont, à leur tour, réduit l'aide que Cuba accordait aux révolutionnaires d'Amérique latine au seul soutien moral. Malheureusement, cela n'aura pas grand effet sur les petits groupes terroristes toujours en activité ou sur le « *Sentier Lumineux* » du Pérou, qui disposent de moyens propres, notamment par le trafic de la drogue.

Pablo FERNANDEZ

Quand Henri Krasucki s'attirait le mépris de la gauche antiraciste

Les louanges n'ont pas manqué à l'adresse d'Henri Krasucki au moment où il laissait le secrétariat général de la CGT à un autre membre du Bureau politique du Parti communiste. Le personnage appelle pourtant la critique à plus d'un titre. Chez certains, il suscite même le mépris.

Ainsi, il y aura tout juste dix ans cette année, André Monteil, ancien ministre de P. Mendès-France, parlant à la tribune du Conseil national de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), réuni les 13 et 14 novembre 1982 à Bordeaux, déclarait :

« Au beau temps du stalinisme, on a vu un certain nombre de militants applaudir aux procès engagés à Moscou ou à Prague contre les « comploteurs juifs », saluer l'exécution de Slansky, accusé d'espionnage au profit de l'organisation sioniste, et dénoncer les activités « criminelles » des médecins juifs du « complot des blouses blanches ». Dans le chœur des chacals qui hurlaient à la mort, il y avait, entre autres, un jeune juif, secrétaire de l'Union des syndicats C.G.T. de la Seine.

« Après le vingtième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., Slansky a été réhabilité, les médecins juifs aussi, mais beaucoup sont bel et bien morts. Aucun congrès ne peut les ressusciter. En revanche, le jeune dirigeant syndical de 1953 a poursuivi sa carrière. Il est maintenant au sommet de la hiérarchie et tout en se défendant aujourd'hui comme hier d'être antisémite, il s'emploie toujours à dénoncer le sionisme, Israël et les hommes d'Israël ».

(« *Le Monde* », 16 novembre 1982).

Le nom d'Henri Krasucki n'avait pas été ouvertement prononcé, mais tout le monde avait compris que c'était de lui qu'il s'agissait.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

À compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16e)

Je soussigné .....

adresse .....

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

☐ vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

☐ souhaite recevoir une facture faisant ressortir la T.V.A.

Tarif : abonnement normal ..... 325 F
abonnement pour l'étranger ..... 425 F
abonnement de soutien (personne physique) ..... 500 F
abonnement de soutien (personne morale) ..... 600 F

(*) barrez la case appropriée.

chroniques

Communisme et fascisme : similitudes et divergences

Daniel Bensaïd a publié, dans *Le Monde* du 1er janvier 1992, une critique acerbe de l'amendement adopté le 11 décembre 1991 par l'Assemblée fédérale de Tchécoslovaquie, *« l'amendement scélérat »* comme il dit (par référence implicite aux *« lois scélérates »* françaises de 1894), amendement devenu article de loi, qui prévoit une peine de cinq ans de prison à *« toute personne soutenant ou impulsant un mouvement visant à supprimer les droits et libertés des citoyens, prônant la haine nationale, raciale, de classe ou religieuse, par exemple le fascisme ou le communisme »*.

Deux idées, deux problèmes différents sont évoqués dans cette critique.

Est-ce que la liberté de pensée et d'expression n'est pas profondément atteinte lorsqu'on interdit la profession et la propagation de certaines doctrines ou idéologies parce qu'elles sont contraire aux droits de l'homme et aux libertés ?

Est-ce que l'on peut étendre au communisme la condamnation que l'on porte contre le fascisme, pratiquer *« un amalgame pénal entre le nazisme et le communisme »*, *« jeter « Mein Kampf » et le « Capital » dans le même sac poubelle de l'Histoire »* ?

***

Posé en termes abstraits, en termes d'école, le premier problème est insoluble. Toutefois, entre un libéralisme intégral qui voudrait qu'on laissât aux idées le soin de combattre les idées (mais il s'agit hélas ! trop souvent plus de passions que d'idées) et la célèbre formule selon laquelle la liberté devrait être refusée aux ennemis de la liberté (mais qui définira ces ennemis de la liberté ?), l'empirisme politique s'est frayé une voie moyenne, par exemple en interdisant certaines formes d'organisation des partis politiques particulièrement propres à mettre une force matérielle au service d'idées hostiles aux libertés, et qui sans ces organisations seraient à peu près réduites à l'impuissance : ainsi la Constitution de la République fédérale d'Allemagne interdit-elle l'existence de tout parti totalitaire, de type fasciste ou de type marxiste-léniniste ; ainsi exclue-t-elle des fonctions d'Etat les adhérents de tout parti qui exige de ses membres qu'ils fassent passer leurs devoirs envers leur parti avant leur devoir professionnel. De même, il n'a pas paru impossible d'étendre le délit d'apologie des faits qualifiés crimes, aux incitations à la haine raciale ou interthnique. L'ordre public en dépend et, sans qu'il soit la loi suprême, il doit toujours entrer en ligne de compte. On peut considérer que l'application de ce principe pêche tantôt par excès, tantôt par défaut, un peu au gré des passions du moment : la vie corrige souvent ces déviances et il est sage de l'y aider en prônant en tout la modération.

Point de censure universelle, mais, dans quelques cas, des interdictions dont la rigueur peut varier avec la gravité des périls : on ne peut pas se laisser piéger par l'argumentation prêtée à Louis Veuillot, dont on dit qu'il réclamait à ses adversaires qu'ils respectassent sa liberté au nom de leurs principes libéraux, alors qu'il estimait avoir tout loisir de leur refuser toute liberté au nom de ses propres principes antilibéraux. Les libéraux ont eux aussi le droit de restreindre, avec toutes les précautions nécessaires, la liberté de ceux qui veulent mettre à mal les libertés.

***

Bensaïd se laisse aveugler par l'intérêt et la passion politique quand il refuse *« l'identification entre communisme et stalinisme »*. En théorie, le communisme peut revêtir des formes diverses, mais le stalinisme est indubitablement une de ses formes possibles, et sans doute la plus réalisable. En tout cas, ceux qui croient pouvoir se réclamer encore du communisme n'ont pas le droit d'oublier que le communisme contient en lui, entre diverses potentialités, le stalinisme ; que Lénine et Trotski n'auraient vraisemblablement pas agi très différemment de Staline...

On peut au contraire suivre Bensaïd quand il rejette l'assimilation du fascisme (ou du nazisme) au communisme et réciproquement. Les deux systèmes de pensée présentent des différences profondes et les anticommunistes qui, cédant à la facilité, croyaient suffisant de jeter le discrédit sur le communisme en le qualifiant de fasciste, s'interdisaient ainsi d'en comprendre la véritable nature, donc de le combattre efficacement.

Cela posé, ne serait-ce que pour le bon ordre intellectuel, il reste qu'il existe entre les deux systèmes des analogies qui sont loin d'être superficielles ; et tout d'abord une volonté identique de constituer une société unitaire, dans laquelle les individus se réaliseraient dans une soumission au corps social, où l'intelligence et la volonté auraient moins de part que les réflexes naturels ou conditionnés, une communauté intégrée comme le clan primitif, mais élargie aux dimensions des nations modernes (et même au-delà).

Bensaïd, qui se souvient de Mao, pense que le communisme n'est pas totalitaire parce que la lutte des classes dont il se réclame *« fend le un en deux »*. Mais cette fission, ce n'est pas dans la société communiste, c'est dans la société libérale qu'elle s'opère, de même que c'est dans la société libérale qu'est brisée *« l'unité opaque des races, des nations, des reli-*

gions, comme il dit ». Le communisme à pour vocation de rétablir l'unité et si Marx a mis l'accent sur les antagonismes et les contradictions de la société libérale, ce n'est point pour les perpétuer (comme Proudhon, qui avait fini par admettre que les antagonismes ne se résolvent jamais : ils s'équilibrent), mais pour s'en aider afin de les faire disparaître.

Pour réaliser l'unité fondamentale du corps social, le fascisme s'appuiera sur la nation (le nazisme, sur la race) et le communisme sur la classe. Cela entraîne des différences non négligeables, mais les procédés qu'ils mettent en œuvre pour y parvenir sont très proches l'un de l'autre, avec – sans doute – des emprunts réciproques : le parti unique, se subordonnant les organes habituels du pouvoir d'Etat ; l'appel aux passions des foules, d'autant plus faciles à exalter qu'elles sont plus élémentaires ; l'expulsion du corps social – ou leur liquidation en tant que classe ou en tant que race – de tous les éléments non conformistes qui en altèreraient la pureté, en compromettraient la solidité.

Bensaïd cherche à entretenir la confusion – jusque dans son propre esprit, sans doute – quand il prétend que la défense des intérêts des salariés, des intérêts de la classe ouvrière, ne serait plus possible s'il était interdit de constituer un parti de type marxiste-léniniste, ou de prêcher la haine des classes. Mais ce que les premiers libéraux d'abord, puis les socialistes, sous l'influence de Marx, ont appelé (trop dramatiquement déjà) la lutte des classes, qui est d'abord lutte de classe, lutte menée au nom d'un intérêt général et dans la solidarité, n'a rien à voir avec cette haine de classe qu'ont cultivée des éléments qui, le plus souvent, n'avaient pas grand chose de commun avec les ouvriers au nom desquels ils prétendent parler, une haine qui s'est révélée exterminatrice. Tenter de garantir les travailleurs contre *« les licenciements et le chômage, les maladies professionnelles et les accidents du travail, la pauvreté et l'exclusion, l'humiliation et l'oppression »*, pour citer encore Bensaïd, relève dans une certaine mesure de ce qu'on peut continuer à appeler la lutte des classes, mais à la condition de se souvenir que le contrat, la convention, l'accord, mille formes de consensus, bref la collaboration des classes, sont eux aussi une forme de la lutte.

Il n'est pas besoin, pour défendre les légitimes intérêts de ceux qui travaillent, d'exciter à la haine qui finalement tue.

Claude HARMEL

La Turquie et les nouvelles républiques du Caucase et de l'Asie centrale

De tous les États riverains de l'ancienne Union soviétique, c'est la Turquie qui, la première, a apporté une aide active aux populations et aux républiques du Caucase et de l'Asie centrale, nouant avec ces dernières des relations aussi étroites que possible – en particulier avec celles dont les populations sont en majorité turcophones.

Il existe en effet près de 70 millions de turcophones dans l'ex-URSS, dont 7 millions de Tatars vivant le long de la Volga, plusieurs millions de Tchétchènes-Ingouches, Kalmouks et autres dans le Caucase, 7 millions d'Azéris à l'ouest de la mer Caspienne, sans compter 200 000 Gagaouzes chrétiens qui veulent se séparer de la Moldavie et, en Sibérie, 350 000 Yakoutes dont quelques tribus vont jusqu'au détroit de Béring.

Les autorités turques ont d'abord tenté de jouer un rôle de médiateur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Puis elles ont convié les responsables des républiques devenues indépendantes à faire le voyage de la Turquie pour négocier les détails d'une coopération en de multiples domaines.

C'est ainsi qu'en novembre dernier, le président du *Kazakhstan*, M. Nazarbayev, a, le premier, visité la Turquie et signé à cette occasion plusieurs accords de coopération, tant économique que technique et culturelle.

Puis, du 2 au 9 novembre 1991, le président de la République du *Turkménistan*, M. Niyazov, a effectué lui aussi une visite officielle en Turquie. À l'issue de celle-ci, il a été décidé d'établir une liaison par satellite entre les deux pays ; un accord de coopération économique, commerciale, technique et culturelle a été signé, portant notamment sur le pétrole et le gaz naturel, les matériaux de construction, les transports routiers et ferroviaires, ainsi qu'une ligne d'aviation reliant Istamboul à Askabat, la capitale turkmène. La création d'un conseil d'affaires mixte a également été annoncée pour suivre l'exécution de ces projets. Enfin, des cadres turkmènes viendront étudier en Turquie le fonctionnement des petites et moyennes entreprises, des banques et des compagnies d'assurances.

Les propos échangés à cette occasion sont révélateurs du climat qui préside au lancement de la coopération entre les deux pays. « *Cette visite*, a déclaré M. Niyazov en quittant la Turquie, *la première depuis notre accession à l'indépendance, revêt une signification historique. Nous parlons la même langue, nos histoires, notre folklore et notre littérature présentent de nombreux traits communs... Nous possédons de riches gisements de gaz naturel et nous pouvons collaborer avec les hommes d'affaires turcs pour exploiter ces richesses* ». « *Nous assurerons au Turkménistan*, a répondu M. Kocyigit, président de l'Organisation des relations extérieures de la Turquie, *des biens de consommation à des prix avantageux et des services d'ingénierie. Le transfert en Europe du gaz du Turkménistan via la Turquie sera riche de conséquences... Nous pouvons vous acheter du coton, des peaux et des produits chimiques. Nos firmes peuvent aider nos amis à*

construire un port sur la mer Caspienne... ».

Le 16 décembre, tandis que le ministre turc de la culture s'envolait pour le Turkménistan afin de concrétiser ces intentions, le président de l'*Ouzbékistan*, M. Kerimov, arrivait à son tour à Ankara. Toute une série d'accords étaient signés entre les deux pays, prévoyant l'ouverture de consulats dans les deux capitales, une coopération dans les domaines culturel, scientifique, sanitaire et touristique, ainsi qu'un échange de techniciens, des vols directs entre les deux pays, une collaboration en matière d'agence de presse, de radio et de télévision...

M. Kerimov avait à peine quitté la Turquie, le 19 décembre, que deux jours plus tard le président de la *Kirghizie*, M. Akayev, lui succédait pour une visite de quatre jours. Dans son discours d'accueil, le président turc, M. Ozal, expliqua : « *L'accord d'amitié et de coopération et l'accord de coopération économique et commerciale que nous allons signer placeront les relations de nos deux pays sur une base contractuelle... Nous sommes prêts à partager nos connaissances et expériences avec vous, nos frères, pour vous aider à franchir les obstacles et difficultés que vous rencontrerez dans la transition vers l'économie de marché* ».

En fait, quatre accords furent signés à l'issue de cette visite, prévoyant l'ouverture en Kirghizie d'un consulat appelé à devenir très vite une ambassade, une coopération en matière de construction et de transports, des exportations de blé, une assistance médicale et des bourses d'études en Turquie pour jeunes Kirghizes.

Avant son envol de retour, l'avion du président Akayev fut rempli à ras-bord de denrées alimentaires et de médicaments...

L'année n'était pas achevée que le Premier ministre turc, M. Demirel, adressait des messages de sympathie à tous les responsables des républiques du Caucase et d'Asie centrale ayant proclamé leur indépendance, pour les assurer du soutien actif qu'ils pouvaient attendre de la Turquie.

Nul autre pays, c'est un fait, n'est si près de ces républiques par la géographie comme par la langue, la culture et la religion. Nul autre ne peut donc établir des liens aussi étroits avec elles. Le gouvernement britannique envisage d'ouvrir une seule mission diplomatique, implantée à Alma-Ata, pour couvrir toute l'Asie centrale. Celui des États-Unis, plus déterminé, compte ouvrir des bureaux à Alma-Ata et à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, mais Bakou et cinq autres républiques musulmanes resteront dépourvues de représentation américaine permanente. Quant à la Communauté européenne, ses projets ne sont pas encore connus, mais on peut douter qu'elle-même ou les grands États qui la composent soient ambitieux à cet égard, au moins à court terme.

La Turquie, pendant plusieurs années, va donc constituer pour le reste du monde, en particulier pour l'Europe, le passage obligé vers les républiques du Caucase et de l'Asie centrale – même si le Pakistan et l'Iran cherchent, eux aussi, à y exercer quelque influence. Alliée stratégique de l'Occident au sein de l'OTAN, dotée d'institutions démocratiques, à la fois laïque et islamique, associée à la Communauté européenne, la Turquie va jouer de toute façon un rôle majeur dans le développement des nouvelles républiques indépendantes de l'ex-URSS, et tout l'Occident l'y encouragera.

Ne convient-il pas que la Communauté européenne prenne conscience de l'importance de cette situation nouvelle de la Turquie et ne tarde plus à resserrer structurellement les liens qui l'unissent déjà à elle ?

Morvan DUHAMEL

CEI : armée unique ou armées nationales ?

La transformation de l'armée ex-soviétique en forces armées de la CEI a donné lieu au premier différend sérieux entre l'Ukraine indépendante et la Russie.

Deux logiques s'affrontent : faut-il maintenir une armée unique ou constituer simplement un commandement unifié d'armées nationales, constituées à partir des composantes de l'ancienne armée soviétique stationnées dans les différentes républiques ?

Les préférences de l'Occident et de Moscou vont vers la première solution, qui garantit aux Occidentaux un interlocuteur unique et aux Russes, la supervision de l'ensemble des forces de la CEI.

En ce qui concerne les armes nucléaires, trois des quatre nouveaux Etats indépendants sur le territoire desquels elles sont déployées, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, sont d'accord pour faire de la Russie le dépositaire unique de l'arme et pour les conserver dans le cadre d'un commandement stratégique qui dépendrait de la CEI. Le quatrième de ces Etats, le Kazakhstan, semble vouloir conserver ses missiles balistiques (dont il ne dispose pas de la capacité d'emploi) comme moyen de pression politique vis-à-vis de ses partenaires.

En matière conventionnelle, certaines républiques, comme l'Ukraine, optent clairement pour la seconde solution.

Avant l'effondrement de l'URSS, l'armée soviétique alignait 152 divisions d'infanterie motorisée, 53 divisions blindées et 7 divisions aéroportées, sans compter les troupes de transport

et de construction. Au chapitre du matériel, elle disposait de plus de 50 000 chars d'assaut et d'autant de pièces d'artillerie, de 5 170 chasseurs tactiques, de 2 200 chasseurs intercepteurs et de 251 grands navires de surface, sans oublier 256 sous-marins d'attaque.

Une partie importante de ces forces se trouvait stationnée en Ukraine qui, avec la Biélorussie, constituait la zone arrière de la gigantesque concentration de troupes accumulées dans cette région et en Europe de l'Est aux beaux jours du Pacte de Varsovie. Plus de 300 000 soldats, répartis en 20 divisions de manœuvre (infanterie motorisée et divisions blindées), additionnées d'une division de défense côtière à Sébastopol, étaient stationnés sur le territoire de cette république. C'est à partir de ces forces que l'armée nationale ukrainienne est actuellement créée.

Mais c'est également en Ukraine que se trouvait basée la flotte de la mer Noire, qui comptait 24 gros bâtiments de combat (porte-aéronefs de classe Kiev, croiseurs lance-missiles de classe Kirov ou Slava, destroyers), 22 bâtiments moins importants (frégates, corvettes), 24 mouilleurs ou dragueurs de mine, 16 patrouilleurs, 12 navires amphibies, 24 sous-marins d'attaque et 4 sous-marins d'autres types, mais non-nucléaires. S'y ajoutaient 300 appareils de l'aéronavale.

Une large polémique est née de la volonté du gouvernement de Kiev de « nationaliser » cette flotte, dont une partie des bâtiments peut être considérée comme faisant partie du potentiel stratégique de la CEI qui doit être placé, selon les accords d'Alma-Ata et de Minsk, sous commandement unique. Par ailleurs, la Russie n'entendait pas se laisser déposséder de toute force navale sur son flanc sud, alors que c'est sur la mer Noire que se trouvent ses seuls mouillages qui soient libres de glace toute l'année.

Anticipant la querelle, le commandement central de la flotte avait affecté à la flotte du Nord l'un des principaux bâtiments de la mer Noire : le seul véritable porte-avions (au sens occidental du terme) de la marine ex-soviétique, l' *« Amiral Kouznetsov »* (ex-*« Leonid Brejnev »*, ex *« Tbilissi »*). Ce navire, accompagné d'un croiseur d'escorte, a franchi les Détroits fin décembre.

Deux autres porte-avions sont en construction aux chantiers navals de Nikolaïev (Ukraine) : le *« Variag »*, de la classe Kouznetsov (en voie d'achèvement, il doit effectuer ses essais en mer en 1993), et le premier bâtiment d'une nouvelle classe de porte-avions qui vient d'être mis en chantier. Mais dans la situation économique actuelle, il n'est pas certain que l'Ukraine ait les moyens de financer seule leur construction.

Pierre LORRAIN

P.V. TRÂN

PRISONNIER POLITIQUE AU VIÊT-NAM
1975-1979

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

Quand l'URSS et les « démocraties populaires » constituaient des modèles

Georges Marchais et les autres dirigeants du Parti communiste français nous expliquent aujourd'hui que si les « démocraties populaires » se sont écroulées et si l'URSS a disparu en se morcelant, c'est parce que le socialisme y a été mal appliqué. Eux-mêmes, ajoutent-ils, avaient d'ailleurs « dénoncé » cette mauvaise application du socialisme.

Pourtant, lorsqu'on relit leurs propos de naguère, ce n'est pas une dénonciation, c'est une approbation enthousiaste du socialisme tel qu'il était appliqué à l'Est que l'on y trouve.

Ainsi, lors du 22e congrès du PCF (février 1976), Georges Marchais avait prononcé un long discours dont un passage, intitulé : *« Notre attitude à l'égard des pays socialistes »*, comportait ces appréciations :

« Quelle œuvre gigantesque ils ont déjà réalisée, quelle démonstration de la supériorité du socialisme ils ont déjà donnée ! C'est le socialisme qui, en Union soviétique, a réalisé cet immense progrès historique que constituent la disparition de l'exploitation de l'homme, l'édification d'une économie puissante qui se développe sans crise... Oui, nous sommes solidaires des partis qui accomplissent cette grande œuvre ! Que la réaction ne compte pas nous voir rompre cette solidarité ! Nous veillerons au contraire à la développer et à combattre avec détermination – quels qu'en soient les instigateurs et les porteurs – l'antisoviétisme, le mensonge et la calomnie dont sont l'objet en

permanence les pays socialistes » (Cahiers du Communisme, février-mars 1976).

G. Marchais ne se contentait donc pas d'approuver les régimes inefficaces, corrompus et oppressifs des pays de l'Est. Il s'en prenait aussi à tous ceux qui doutaient de l'excellence de ces régimes et qui osaient le dire publiquement.

*
* *

Trois ans plus tard, alors que la vérité sur la situation réelle des pays communistes était de mieux en mieux connue en Occident, G. Marchais récidivait. Il expliquait en effet, dans un volumineux rapport à nouveau lu devant les militants du PCF :

« ... oui ou non, est-ce une bonne chose que les peuples concernés aient construit le socialisme, ou aurait-il mieux valu qu'ils ne le fassent pas ? Notre réponse à cette question est offensive et sans ambiguïté : oui, c'est une bonne chose, pour eux et pour nous...

« Nous constatons en premier lieu que la réalité essentielle *de ces pays est avant tout d'avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation du travail aux seules fins du profit privé. Nous constatons que ces pays ont liquidé des plaies sociales que connaissent leurs voisins ou homologues restés sous la tutelle du capitalisme...*

« Ce que nous constatons également, c'est que la croissance économique des pays socialistes, bien qu'elle se soit quelque peu ralentie ces dernières années, demeure largement plus rapide que celle des pays capitalistes en crise. Alors que la production industrielle des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale ou de la France, par exemple, a un peu plus que doublé de 1960 à 1978, celle des pays socialistes a plus que quadruplé. Ils réalisent aujourd'hui 30 % de la production industrielle mondiale. Quant à la production agricole, en dépit de difficultés que chacun connaît, elle a augmenté d'un quart en France depuis 1960, mais de plus de la moitié en Union soviétique ».

Quant à ceux qui ne croyaient pas à ces sornettes, ils étaient victimes d'une véritable désinformation :

« ... tout est fait pour ruiner les espoirs de tous ceux qui, dans les cinq continents, aspirent à une société plus juste, plus libre, plus humaine. Et quel meilleur moyen pour tenter d'y parvenir que de donner aux peuples une image repoussante, désespérante, du socialisme tel qu'il se construit déjà aujourd'hui *de l'Union soviétique à la Chine, de la Roumanie à Cuba, du Vietnam à la Yougoslavie ? ».*

Et d'insister sur les « bienfaits » des régimes communistes :

« ... l'organisation sociale nouvelle qu'est le socialisme a-t-elle, oui ou non, permis un développement de la démocratie dans ses différentes dimensions ? ... Aucun doute ne peut être émis sur le fait que ces progrès de la démocratie sont bien à mettre à l'actif du socialisme lui-même, des modifications sociales profondes qu'il a entraînées et qui ont permis l'obtention de droits nouveaux et étendus pour les travailleurs et leurs organisations dans l'entreprise et dans toutes la vie sociale, ainsi que la création d'organes de représentation, de participation et de contrôles populaires sous des formes très diversifiées. Au reste, c'est un mouvement qui se poursuit...

« Ce sont tous ces éléments, qui témoignent de la supériorité du système social nouveau que se sont donné les pays socialistes, que nous avons donc en vue lorsque nous apprécions leur bilan comme globalement positif » (Cahiers du Communisme, juin-juillet 1979).

Aujourd'hui, G. Marchais nous dit qu'il n'emploierait plus l'expression *« bilan globalement positif »* à propos des ex-pays communistes. On le comprend. Mais il serait bien avisé de nous expliquer pourquoi il l'a tellement utilisée, alors qu'il savait de façon certaine, à la suite de tous les spécialistes des régimes communistes, que le bilan de ceux-ci était catastrophique.

Oui, pourquoi G. Marchais a-t-il délibérément trompé pendant si longtemps les militants de son parti, les lecteurs de la presse communiste et les auditeurs de ses innombrables interventions à la radio, à la télévision, et de ses innombrables discours publics ? Regrette-t-il au moins de les avoir ainsi abusés ? Cela, il ne le dit pas.

Hervé LE GOFF

Un Soviétique au pays de Tonton

Kirill Privalov est un journaliste soviétique en poste à Paris depuis 1984. Correspondant de la *Komsomolskaïa Pravda* jusqu'en 1987, puis de la *Literatournaïa Gazeta* (appelée aussi *« Literatourka »*), il a décidé, à l'heure de la libéralisation de la société soviétique, de nous parler non pas de son pays ou de son expérience professionnelle au cours des dernières années, particulièrement fertiles en bouleversements, mais... de son séjour dans la France du président Mitterrand (1).

Son ouvrage devait s'intituler à l'origine *« L'Internationale des imbéciles »*. En substance, voici sa thèse : la bêtise, la morgue des fonctionnaires, les règlements ubuesques et... les files d'attente qui sévissaient en URSS, existaient aussi en France. Pire, c'est le pays de Descartes, Robespierre et Ton-

(1) *« Un Soviet au pays de Tonton »*, Robert Laffont, Paris, 1991.

ton qui a inventé la bureaucratie. La preuve : c'est le mot français qui est utilisé en russe.

Naturellement, en ce qui concerne les files d'attente, il ne s'agit pas, dans le cas de notre pays, des queues devant les magasins d'alimentation, mais de celles que les étrangers font pour obtenir, à la Préfecture de police, le moindre document administratif. Qu'importe...

M. Privalov se garde d'ailleurs bien de pousser trop loin la comparaison terme à terme : en Russie, la situation économique est désespérée, pas en France.

*
* *

On parle de la nomenklatura soviétique, mais, affirme Privalov, la nomenklatura française est bien pire (2).

On parle de la longévité des hommes politiques soviétiques, mais ils font tous figure d'adolescents en culottes courtes face aux vieux briscards de la politique française. A preuve, regardez quand Tonton a commencé sa carrière (3).

On parle de l'espionnite aiguë des Soviétiques, mais que dire de celle des Français ? Lors d'une visite à Kourou, tout le monde était persuadé que l'auteur était en mission d'espionnage pour le KGB. Certes, il était le premier *« Sov »* à visiter le centre spatial européen et avait une certaine propension à passer des coups de fil en métropole (il préparait une interview avec Tonton), mais cela ne justifiait pas, à ses yeux, les soupçons de son groupe. Et il a raison : le KGB disposait d'autres moyens d'espionner nos secrets spatiaux que d'envoyer un journaliste lors d'un voyage de presse. Ne doutons pas, pourtant, que les camarades du *« guébé »* se soient jetés, à son retour, sur notre pauvre auteur pour lui faire rédiger un rapport. Cela, il ne le dit évidemment pas.

A la fin de la succession d'anecdotes qui constituent le livre, on n'arrive pas à se départir de l'impression que Privalov voulait d'une certaine manière justifier l'URSS en montrant que seule la stupidité était responsable des travers que l'on pouvait y constater, et que la même dérive guette notre pays – ce qui est faire bon compte de la spécificité du communisme et de son cortège d'horreurs.

Mais en dédouanant l'URSS, sans doute M. Privalov voulait-il se dédouaner lui-même. En effet, il se présente, tout au long de l'ouvrage, comme un esprit indépendant, un collaborateur d'un journal indépendant. Or la *Literatourka* ne s'est émancipée du pouvoir que dans la toute dernière étape de la « perestroïka ». En outre, M. Privalov n'est pas arrivé à la rédaction comme un esprit libre, *après* le tournant démocratique de cette dernière. Il faisait partie des meubles. Et dans la *Literatourka* ancienne manière, il a écrit pis que pendre de l'Occident et des droits de l'homme dont il se réclame aujourd'hui, dénaturant les faits et salissant les gens plus souvent qu'à son tour.

Ainsi, le 5 août 1987, dans un article intitulé *« La spécialité culinaire de M. Malhuret »*, il s'en prenait au secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme qui avait refusé de lui accorder une interview et il commettait ce petit morceau d'anthologie :

« On ne peut que rendre son dû à Claude Malhuret : il sait travailler avec la presse. Quand quelqu'un, en France ou de l'autre côté de l'Atlantique, a besoin de sensations anti-soviétiques (...) le secrétaire d'Etat n'épargne ni son élocution, ni son temps. Y compris pour participer aux déjeuners-débats, comme celui de l'Association de la presse anglo-saxonne. Je ne sais pas ce qu'il y avait au menu, mais la spécialité culinaire de M. Malhuret a été ovationnée : salade démagogique de droits de l'homme assaisonnée d'une sauce anti-soviétique épaisse ».

En 1988, son journal publiait encore des photos retouchées de Mikhaïl Gorbatchev, sans sa célèbre tache de vin. Un véritable petit parangon d'indépendance, la *Literatourka* d'alors !

Fernand LEBLOND

(2) En URSS, la *« nomenklatura »* était la liste des postes à pourvoir (responsables, directeurs d'usine, etc.) dépendant d'une organisation donnée du Parti. De ce fait, la « nomenklatura » ne peut pas être considérée comme une élite au sens occidental. Personne ne tient, chez nous, la comptabilité des postes à pourvoir et si l'affiliation à un parti au pouvoir ou le piston peuvent parfois faciliter l'accès à certains postes, les éléments qui comptent réellement pour accéder à l'élite sont les études, la qualification professionnelle, le talent, l'argent, le milieu familial ou même la mode.

(3) M. Privalov escamote ici la différence qu'il y a entre la *carrière* d'un homme politique et son séjour au pouvoir.

Une lettre inédite de Victor Serge

Le 27 novembre 1991, une conférence s'est tenue à la *Domus medica*, organisée par l'Institut d'Histoire Sociale et les Editions universitaires représentés l'un et l'autre par leur directeur, Jean-Nicolas Moreau et Morvan Duhamel, à l'occasion de la publication de *« Les paupières lourdes »*, l'utile ouvrage de Pierre Rigoulot, bibliothécaire de l'Institut d'Histoire Sociale (voir le compte rendu de son livre par Morvan Duhamel dans *Est & Ouest*, n° 92, septembre 1991). Au cours de ce débat, qu'honoraient de leur participation Alain Besançon, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales et Emmanuel Leroy-Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, Jean Maze a lu une lettre qu'alors qu'il était rédacteur de *La Flèche*, il avait reçue de Victor Serge en août 1939, quelques jours après la signature du Pacte germano-soviétique. Il a bien voulu nous communiquer la pho-

tocopie de cette lettre en vue de sa publication, ce dont nous le remercions.

En voici le texte :

31 août 1939

Mon cher Jean Maze,
Je vous ai écrit il y a deux jours au sujet de Raskolnikov. Je serais venu à *La Flèche* si je ne gardais encore la chambre avec un pied malade. Réflexion faite, il me semble que mieux vaudrait, peut-être, au lieu de publier quelque chose sur ce sujet, donner l'éveil à qui de droit, par ex[emple] aux médecins qui s'occupent de R[askolnikov] à la clinique de Nice. (Je ne peux pas leur écrire, n'ayant pas leur adresse. Vous pouvez peut-être plus facilement les repérer.)

Je viens de lire votre papier de *La F[lèche]* et j'ai à vous dire une chose capitale, dont il faudra tenir compte, qu'il n'y aura sans doute pas lieu de céler... (1)

Les dirigeants staliniens resteront certainement fidèles aux consignes quelles qu'elles soient qu'on voudra bien leur faire tenir, cela jusqu'au bout, cela jusqu'au-delà du pire bout. Ils ne peuvent ni s'en aller ni se détacher parce qu'*ils sont tenus* et ce n'est même plus par des intérêts. On leur a fait faire tant d'occultes besognes, petites et grandes, louches, malpropres, sinistres même, que, s'ils se rebiffaient, on n'aurait, rue de Grenelle (2) ou ailleurs, qu'à les « donner » anonymement, pour en envoyer q[uel]q[ues] uns au bagne et leur rendre à tous la vie publique désormais impossible. Donc, ils ne broncheront pas, à moins de commencer par des tractations très louches et très confidentielles à l'Intérieur (3), par ex[emple].

Fraternellement vôtre,
Victor Serge,
1 Place Séverine
Près Saint Gervais.

Né en 1890 en Russie, membre depuis 1910 du Parti social-démocrate ouvrier russe, où il milita d'emblée dans la fraction bolchévik, Fédor F. Raskolnikov prit part au coup de force d'octobre 1917 et occupa pendant vingt ans des postes importants dans l'appareil du Parti et dans la diplomatie soviétique. Il était ambassadeur à Sofia quand, en juillet 1937, le gouvernement soviétique lui enjoignit de rentrer à Moscou, où l'on voulait examiner avec lui la possibilité de lui confier des fonctions plus hautes. Il tergiversa et fit bien, car, à peine s'était-il enfin décidé, le 1er avril 1938, à quitter Sofia pour Moscou, qu'il apprit que, le 5 avril, il avait été révoqué. Il prit alors le chemin de la France et c'est en France que vint le toucher la nouvelle de sa condamnation à mort et de sa mise hors la loi par la Cour suprême de l'URSS, le 17 juillet 1939. Il y répondit par une *« lettre ouverte à Staline »* (17 août 1939) que Boris Souvarine a reproduite dans le *Contrat social* (1965, n° 5, p. 4-311 sqq), en même temps qu'une autre déclaration de Raskolnikov datée du 22 juillet 1939 : *« Comment on a fait de moi un ennemi du peuple »*. Ebranlé nerveusement par cette condamnation qui allait le poursuivre partout, il dut être hospitalisé dans une clinique où la mort vint le trouver le 12 septembre 1939.

Victor Serge, comme Jean Maze, craignait que le Guépéou ne fît assassiner Raskolnikov sous couvert de soins médicaux, ce qui avait été le sort du fils de Trotski, Léon Sédov, décédé à 32 ans le 16 février 1938 dans une clinique parisienne d'une péritonite foudroyante, vraisemblablement provoquée. D'où l'idée d'alerter les médecins pour les mettre en garde contre toutes interventions insolites.

*
* *

C'est dans *La Flèche* du 25 août 1939 qu'avait paru, sous le titre *« Dans le matin blême »*, l'article auquel Serge fait allusion dans sa lettre. Jean Maze, entre autres, y avait évoqué *« une petite réunion, dans une salle sombre de café, à la porte des Lilas, en pleine zone »* :

« C'était il y a un an. Auditoire presque exclusivement communiste. Des travailleurs honnêtes, loyaux dont l'acharnement n'arrivait pas à cacher la sincérité. Nous leur montrions, textes en main, ce qu'était réellement le paradis russe et les oscillations, les retournements de sa politique extérieure. Je me souviens que la phrase qui dressa le plus nos contradicteurs, fut celle-ci : *« Et si demain la Russie s'entendait avec l'Allemagne, que deviendrait votre lutte anti-fasciste, votre « ronde de la paix », quelle serait la signification de toute votre action actuelle ? »*
« Tout pâle, frémissant, un jeune homme se leva d'un bond : *« Jamais, jamais, c'est faux, vous mentez, vous êtes fou ! »*.

Victor Serge a-t-il cru, d'après ce témoignage, que Jean Maze pouvait s'imaginer que les communistes seraient assez indignés par le pacte pour rompre avec Moscou, et avec le Parti si le Parti restait dans la ligne soviétique ? Ils ne furent, on le sait, qu'un petit nombre à le faire. La discipline du Parti fut la plus forte, pour les raisons évoquées par Victor Serge, et pour quelques autres aussi. En tout cas, ils étaient nombreux, parmi les militants qui, dans la gauche d'alors, combattaient le Parti communiste et sa politique, ceux qui ne croyaient pas (Jean Maze était du nombre) à la sincérité de la conversion au patriotisme, que dis-je ? à l'ultranationalisme que les communistes avaient opérée en un tournemain le 16 mai 1935, et ils ne furent pas autrement surpris de voir le PCF retourner – pour un temps – au défaitisme révolutionnaire à la Lénine.

*
* *

Le fragment que nous venons de citer de l'article de Jean Maze offre cet autre intérêt de rappeler que, en dehors de milieux politiques officiels et du quai d'Orsay, un certain nombre d'observateurs (comme on ne disait pas encore), envisageaient comme très plausible un rapprochement entre Staline et Hitler. C'était le cas, on le sait, de Boris Souvarine. C'était aussi celui de Gaston Bergery et de l'équipe de *La Flèche*.

Claude HARMEL

(1) Ces points de suspension sont dans le texte et n'indiquent donc pas une coupure. NDLR.
(2) L'ambassade de l'URSS avait alors son siège rue de Grenelle.
(3) Le Ministère de l'Intérieur.

notes et informations

Révélations peu écologistes

Les révélations en provenance de Moscou depuis août dernier concernaient jusqu'ici la répression ou les financements clandestins. Un autre dossier s'ouvre, qui concerne les atteintes provoquées par l'URSS à l'environnement.

Le 25 novembre 1991, on apprenait par André Zolothov, député du peuple pour la région de Mourmansk (qui s'exprimait à Londres dans le cadre d'une conférence de presse de l'organisation *Greenpeace*) que l'URSS, signataire de diverses conventions internationales contre la pollution marine, avait néanmoins déversé *« au moins »* 11 000 conteneurs de déchets radioactifs autour de la Nouvelle-Zemble, dans l'océan Arctique, entre 1964 et 1986.

Il a également révélé qu'un réacteur du brise-glace *Lénine* avait été jeté en mer, près du rivage oriental de la Nouvelle-Zemble, sans que le combustible en ait été retiré.

●

Et les non alignés ?

La survie de l'Organisation des pays non alignés est posée depuis l'effondrement de l'Union soviétique et des Etats communistes européens. La présidence actuelle, assurée par une Yougoslavie qui a d'autres soucis en tête, ne pouvait certes pas redynamiser le mouvement.

L'Indonésie, à qui fut confiée pour trois ans la prochaine présidence à partir de ce mois de janvier, y parviendra-t-elle ?

Le prochain sommet des non alignés est toujours prévu pour septembre 1992 à Djakarta. Et les dirigeants indonésiens insistent sur l'importance des problèmes nord-sud, notamment sur le plan économique. Ils envisagent pour l'Organisation le rôle d'avocat d'un tiers monde qui court le risque d'être marginalisé.

Mais cette réduction du rôle de l'Organisation à l'économie a conduit certains pays, comme l'Egypte, à suggérer son absorption dans le groupe onusien des 77 pays en voie de développement, dont l'objectif principal est la coopération économique.

D'autres se sont même retirés en raison des positions modérées (pour ne pas dire complaisantes) prises dans le passé par l'Organisation à l'égard de certaines dictatures. C'est le cas de l'Argentine, dont le président Carlos Menem a dit qu'elle ne voulait plus participer à un *« mouvement qui ne respectait ni les droits de l'homme, ni la liberté de la presse, ni le pluralisme politique »*.

L'alternative paraît donc claire à la suite de l'effondrement du communisme et de l'anti-impérialisme militant en Afrique et au Moyen-Orient : ou l'organisation disparaît, ou elle se trouve un rôle spécifique dans le cadre de la promotion des échanges Nord-Sud ; mais dans ce second cas, le Ghana ou Cuba devront céder le *« leadership »* à des pays pro-occidentaux comme l'Egypte ou l'Indonésie..

●

Diplomates à l'amende

L'agence *Associated Press* a diffusé, à la fin de l'année dernière, une dépêche originale : il s'agissait de la liste des représentations diplomatiques étrangères à Washington dont les véhicules étaient les plus fréquemment verbalisés pour stationnement interdit. En tête, et largement, sur les trois dernières années... l'Union soviétique : soixante amendes par jour en moyenne ! L'ambassade de l'URSS ne doit pas moins de 3 200 000 dollars à ce titre à l'administration américaine. La Russie et la *« Communauté des Etats Indépendants »* se voudront-elles les héritières de cette somme ?

●

Cuba : l'heure du crime

A mesure que Cuba s'enfonce dans la crise économique, le nombre de vols et de crimes s'y accroît dans d'inquiétantes proportions.

Les responsables de fermes d'Etat réclament des fusils et des chiens pour protéger leurs récoltes. Les bicyclettes importées de Chine pour remédier à la pénurie d'essence sont de plus en plus souvent volées. Des touristes sont agressés. Cantonnés le plus souvent dans « leurs » restaurants et hôtels à devises fortes, ils sont l'objet de bien des envies. S'il rapporte quelques dollars au gouvernement cubain, cet *« apartheid touristique »* suscite toutefois beaucoup d'amertume dans la population.

La revue *Bohemia*, dans son numéro du 1er novembre dernier, évoque le procès de quatorze employés d'une chaîne de cafeterias et pizzerias d'Etat. Ils ont été condamnés à de lourdes peines (de cinq à dix-huit ans d'incarcération) pour détournement de biens. Un professeur de faculté, interrogé, déclare de son côté que les trois derniers directeurs de son supermarché s'étaient retrouvés en prison pour vol dans les stocks du magasin !

Fidel Castro, qui se plaisait à décrire La Havane pré-socialiste comme *« le bordel de l'Amérique,* doit aussi faire face à une recrudescence de

tripots clandestins et de lieux de prostitution. En 1990, les homicides et attaques à main armée ont augmenté de 40 % par rapport à l'année précédente et les simples vols, de 60 %, aux dires des responsables cubains.

●

Les socialistes et Cuba

Pendant de nombreuses années et jusqu'à une date relativement récente, les éloges décernés à Fidel Castro et au régime communiste de Cuba par les socialistes français étaient sans nuances. Ainsi, en octobre 1974, une délégation du Parti socialiste avait séjourné à Cuba et publié, conjointement avec le PC cubain, une déclaration où on lisait :

« La délégation... a pu apprécier les progrès notables et originaux réalisés par la révolution socialiste cubaine, aujourd'hui pleinement consolidée. Dans des domaines aussi essentiels que l'éducation, les services publics, le développement d'une conscience collective, l'avenir est déjà présent à Cuba ».

En décembre 1976, nouvelle délégation socialiste à Cuba, nouvelle déclaration :

« L'expérience du pouvoir populaire... démontre la volonté de la direction révolutionnaire d'établir un principe réel de participation massive de la totalité des citoyens au fonctionnement démocratique des rouages de l'Etat à tous les niveaux, et affirme le principe de responsabilité permanente de l'élu vis-à-vis de ses électeurs ».

Apparemment, les membres de la délégation ignoraient qu'il n'y avait pas eu d'élection à Cuba depuis l'avènement de Fidel Castro...

L'année suivante, l'organe du Parti socialiste *L'Unité* ajoutera :

« Rien ni .personne ne semble pouvoir arrêter le pays dans sa marche vers le progrès économique, social et culturel » (21 janvier 1977).

Aujourd'hui, tout est changé pour les socialistes : Fidel Castro est devenu à leurs yeux un infâme dictateur, un menteur éhonté, un raciste anti-Noirs, un persécuteur des sociaux-démocrates (on n'ose pas croire que ce soit là l'unique raison du revirement des socialistes français à son endroit), un incapable et, par surcroît, un trafiquant de drogue.

Tel est en effet le portrait que (après *Est & Ouest* depuis fort longtemps), trace enfin de lui et de son régime *« l'hebdomadaire des socialistes »* **Vendredi** (n° 127, 10 janvier 1992). On y lit en particulier, à propos de Cuba :

« Le régime du parti unique sévit depuis longtemps... La presse est totalement inféodée au pouvoir et « Gramma », organe officiel du Parti communiste cubain, emploie une langue de bois telle que peu d'organes de presse l'osent encore...

« L'organisation du système de santé et d'éducation ouverts à tous a longtemps été l'orgueil du régime. Pourtant, certaines études tendraient à montrer que le taux d'illettrisme serait loin d'être négligeable, peut-être de l'ordre de 30 % de la population...

« La moitié environ de la population cubaine est noire. Or, au sein des structures de direction du Parti communiste, qui lui-même décide de tout, le moins que l'on puisse dire, c'est que les Noirs ne sont légion... »

Et d'évoquer *« l'incapacité totale du régime cubain à mettre en place une économie viable. Depuis trente ans, Cuba ne survit que grâce à un transfert massif en provenance d'Union soviétique, chiffrable en milliards de dollars par an... Mais aucune réforme économique réelle n'a été mise en place...*

« Depuis quelque temps déjà, quelques téméraires osaient dire que Cuba était mêlé au trafic de drogue en Amérique centrale, mais on ne peut pas dire qu'ils aient été très écoutés. Or, petit à petit, la vérité commence à se faire jour... Fidel Castro a préféré prendre les devants en se servant du général Ochoa comme bouc émissaire... Ochoa et ses collègues ont payé de leur vie, à l'issue d'un simulacre de procès, cette tentative désespérée des dirigeants cubains pour dégager leurs responsabilités...

« Le dirigeant de l'opposition sociale-démocrate vient d'être jeté en prison... ».

Tout cela est fort bien dit, mais à quand l'explication des raisons pour lesquelles le Parti socialiste s'est trompé et a pendant si longtemps trompé l'opinion publique sur la véritable nature du régime castriste ?

●

Cuba : les avatars d'une cargaison

Il a accosté, le *« bateau pour Cuba »* ! (voir *Est & Ouest*, décembre 1991) : le 26 janvier, le *« Bahia de Cardenas »* est arrivé à La Havane avec, à bord, formant une maigre part de sa cargaison, 800 tonnes de denrées à destination de la population cubaine, achetées avec *« le fruit de la collecte lancée par les communistes français, rejoints par de nombreuses* (sic) *organisations de France et de l'Europe »* (*l'Humanité*, 27-1-1992). Il y en aurait au total pour *« un million de dollars (5,49 millions de francs) »*, a précisé le 25 janvier le quotidien communiste français qui, lui aussi, compte en dollars.

Ce n'est pas le Pérou, mais les temps sont durs.

Au départ, c'était de pétrole que les Cubains avaient besoin. Allons-y pour le pétrole ! Mais, en cours de collecte, l'objectif a changé, un peu comme pour l'artiste devant son bloc de marbre de la fable de La Fontaine : *« Sera-t-il dieu, table ou*

cuvette ? ». Il est vrai que les pénuries sont si nombreuses, au royaume de Castro, qu'on n'a que l'embarras du choix ! Réflexion faite, ce fut de médicaments qu'il apparut que les besoins étaient les plus grands. Va donc pour les médicaments !

Aussi, quelle surprise à l'arrivée ! Sur les 800 tonnes, il y avait bien une moitié de médicaments ou de produits pour en fabriquer, mais il y avait aussi *« 400 tonnes de papier et de matériel d'imprimerie offerts par le syndicat du livre CGT ».*

Tant il est vrai que l'homme ne se nourrit pas seulement de pain ... ou de médicaments ! Et qu'il faut aussi du papier et le reste pour que le Parti communiste cubain et son gouvernement puissent nourrir et gaver de bonnes pensées les cerveaux des populations sur lesquelles ils veillent avec un soin attentif !

●

Diplomates contrebandiers

Que des diplomates nord-coréens soient pris la main dans le sac alors qu'ils passent en fraude des marchandises d'un pays à l'autre, y compris de la drogue, voilà qui n'est pas très nouveau. Récemment encore, un couple de diplomates nord-coréens a été arrêté par la police suédoise à Malmoë en possession d'un kilo d'héroïne. Mais la nouveauté réside dans la publication de statistiques établissant le bilan de ces affaires : de 1971 à 1991, près de 80 cas de contrebande impliquant des diplomates nord-coréens ont été relevés. Héroïne, cigarettes, vin, montres et matériel électronique, les produits en cause sont variés !

Les malheureux diplomates ont, il est vrai, des excuses : en moyenne, leur salaire varierait de 300 à 500 dollars par mois. Encore ne sont-ils pas toujours payés régulièrement, à l'instar de vulgaires maîtres-auxiliaires de la région parisienne !

Les autorités nord-coréennes sont au courant et, le plus souvent, approuvent : elles savent que les bénéfices acquis grâce à la contrebande aident les ambassades nord-coréennes à tenir leur rang, leur permettent d'assurer quelques liaisons aériennes supplémentaires vers Pyong-Yang, voire de remplir les caisses gouvernementales. C'est ainsi que Kim Bong-on, ambassadeur de Corée du Nord au Liban, arrêté sur un aéroport égyptien avec plusieurs milliers de montres *« Seiko »*, n'a pas été destitué : il faisait régulièrement don du produit de ses trafics à son gouvernement.

●

Les entreprises taïwanaises se dégagent de la Chine continentale

La perspective d'affaires fructueuses à réaliser sur le continent chinois avait séduit les entreprises de Taïwan tout autant que celles de maints pays occidentaux. Aujourd'hui, elles déchantent et se désengagent : *« Le ministère de l'Economie va aider les compagnies taïwanaises qui ont l'intention de se retirer du continent »,* annonce *« Les Echos de la République de Chine »*, qui paraît à Taïpei (21 janvier 1992).

Le journal précise : *« Ces départs devraient aider les compagnies taïwanaises à minimiser leurs pertes financières et à ralentir leurs investissements sur le Continent.*

« En effet, ces derniers mois, plusieurs séminaires organisés par le gouvernement et des associations privées ont abouti aux mêmes conclusions. De nombreuses entreprises taïwanaises installées sur l'autre rive ont rencontré une foule de problèmes et perdent même de l'argent. Dans ces conditions, leur départ peut être envisagé ».

Les entreprises de Taïwan seront-elles les seules à devoir être aidées par leur gouvernement pour avoir trop cru en la libéralisation de l'économie de la Chine communiste, au point d'y effectuer d'imprudents investissements ?

●

Retour offensif du centralisme démocratique

Le Monde daté du 16 avril 1991 publiait, sous la forme d'un encart publicitaire, un appel ou manifeste intitulé *« Refondations »,* portant 32 signatures, dont celles de Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, mais aussi (il n'y avait pas que des communistes) celles de Mgr Gaillot, Claude Chegnon, Max Gallo, Albert Detraz, Georges Montaron. En date du 24 mai, un autre encart publicitaire annonçait le ralliement au manifeste *« Refondations »* de quelques centaines de personnes.

Les 7 et 8 juin, les animateurs du mouvement tenaient, avec succès, une réunion publique à La Villette et décidaient de mettre en place une coordination nationale. Le 30 novembre, nouvelle réunion, avec 850 participants, création d'un secrétariat parisien, publication d'un bulletin et décision de réunir la coordination une fois par mois.

Le 5 décembre, à l'issue d'un colloque organisé sous l'égide de la revue *« Issues »,* Philippe Herzog, membre du Bureau politique du PCF, annonçait la constitution d'une association dite *« Confrontations »,* où chacun ne représentait que lui-même, et dont le comité de parrainage comprenait, outre Herzog, Michel Rocard, Jean-Pierre Brad, maire refondateur

de Montreuil, Pierre Guillen, vice-président de l'UIMM, Le Duigou, secrétaire de la Fédération CGT des Finances et Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP.

L'Humanité avait rendu compte de ces diverses manifestations, sans chaleur, mais sans hostilité ouverte. Georges Marchais n'avait-il pas tenu lui-même à rappeler que, *« sur le principe, le fait de discuter ou de travailler avec tous ceux qui se posent des questions correspond à* (la) *pratique* (du Parti communiste). *Par exemple, au moment de la guerre du Golfe »* (*L'Humanité,* 16 avril 1991).

Il est vrai que *Refondations,* puis *Confrontations,* ne se présentaient pas comme des tendances organisées au sein du PCF, mais comme des collectifs de réflexion (des sociétés de pensée, comme aurait-on dit au XVIIIe siècle) où chacun n'engageait que lui-même.

Ces démarches étaient assurément insolites. Pour qu'elles fussent conformes aux méthodes et à l'esprit du Parti, il aurait fallu que les communistes qui en avaient pris l'initiative l'eussent fait sur une directive du Parti. Or, ce n'était pas le cas. Il fallait donc que G. Marchais fût dans l'incapacité de réagir sans provoquer trop de dégâts pour qu'il laisse faire.

Il vient de donner un coup de semonce.

Le 8 janvier, parlant à la réunion des premiers secrétaires généraux du Parti, il a lancé un avertissement à l'égard de ces militants qui, plus habilement que les précédents dissidents *« rénovateurs »* et *« reconstructeurs »*, prétendent, eux, vivre leur dissidence sans quitter le parti :

« Charles Fiterman a créé une situation avec d'autres communistes, des socialistes et diverses personnalités de gauche. De son côté, Philippe Herzog s'est lui aussi doté d'une structure, à la suite d'un colloque réunissant des communistes, des socialistes, des syndicalistes et des patrons ».

Selon le secrétaire général du PCF, les militants, pour la plupart, auraient *« mal vécu »* ces initiatives :

« Tout ce qui leur apparaît (aux militants) *comme les excluant de la réflexion et de la décision, comme obéissant à une logique décidée ailleurs, en petit comité, ils le rejettent. Il en est ainsi des structures auxquelles Charles Fiterman et Philippe Herzog participent. Ils devraient s'en rendre compte : en agissant de la sorte, ils s'isolent. C'est dommage pour eux et pour l'apport qui peut, qui doit être le leur à notre Parti »* (*L'Humanité,* 10-1-1992).

En tout cas, quand il parle de *« logique décidée ailleurs en petit comité »*, G. Marchais décrit parfaitement ce que font les fractions communistes dans les organisations qu'elles noyautent : elles y agissent au nom d'une pratique décidée en dehors de ces organisations.

●

Un critère de l'orthodoxie communiste : le soutien du PCF

Les communistes français sont à l'affût des « partis frères » qui, comme eux, tout en acceptant le changement, s'efforcent de préserver l'essentiel ; et dès qu'ils en trouvent un de par le monde, ils lui apportent leur appui.

Si l'on voulait reconstituer la liste des PC qui demeurent dans l'orthodoxie, on pourrait se servir pour critère de l'attitude du PCF à leur égard.

On a vu, dans le précédent numéro d'*Est & Ouest,* le déroulement de la campagne du PCF : *« Un bateau pour Cuba »*, le PC cubain demeurant le grand favori. *L'Humanité* a aussi fait un sort, à plusieurs reprises (notamment le 14 octobre, à l'occasion d'une manifestation de masse à Rome), à *Refondation communiste,* l'organisation qui tente de regrouper les communistes italiens qui refusent la transformation du PCI en Parti démocratique de gauche (PSD) et de *« maintenir mobilisés les milliers de communistes qui ne veulent pas rentrer à la maison ».*

Le quotidien communiste français n'a pas cessé non plus d'apporter son soutien au *Parti socialiste démocratique* (PSD), fondé en décembre 1989 sur les ruines du SED de la RDA, aujourd'hui menacé de devoir restituer à la communauté nationale *« toutes les cotisations d'adhérents antérieures au 1er juin 1990, tous les biens acquis antérieurement au 7 octobre 1989 »* ; car le PSD rejette l'étiquette du SED et prétend condamner sa politique, mais il s'accommoderait volontiers de la conservation de ses biens.

Tout récemment (25 novembre), c'est au secours du PC vietnamien qu'a volé l'*Humanité* : Roland Dumas n'avait-il pas commis le crime de *« provoquer l'irritation des autorités vietnamiennes »* en *« entonnant le leitmotiv américain »*, à savoir *« que l'isolement que connaît le Viêt-nam sur la scène internationale n'était pas dû aux pressions des pays étrangers, mais à l'attitude du Viêt-nam lui-même »* qui montre trop peu d'empressement à libéraliser le régime et à démocratiser son propre fonctionnement ? Et, pour mieux montrer combien cette immixtion française dans les affaires du PC viet-namien est dictée par la malveillance plus que par la fidélité aux grands principes, l'*Humanité* rappelle que M. Dumas avait, la veille, serré la main aux représentants des Khmers rouges.

Le PCF, gardien de la flamme d'Octobre

Puisqu'à Moscou la foi défaille, les communistes français se sont institués les gardiens de la flamme et *l'Humanité,* presqu'en manière de provocation, a consacré trois grandes pages de son numéro daté du 7 novembre à la commémoration de la Révolution d'octobre.

Certes, nos communistes ne retranchent rien des critiques et condamnations qu'après tout le monde, sous le poids de l'opinion et par la force des choses, ils ont eux aussi peu à peu formulées contre le régime soviétique. Mais, même *« dévoyée »,* comme ils disent, par Staline et par Brejnev, la Révolution d'octobre 1917 demeure, à leurs yeux, *« la grande lumière »,* le phare, *« les dix jours qui ébranlèrent le monde »* (ils se gargarisent de cette formule épique), *« un idéal toujours moderne »* (ce titre s'étale sur toute la largeur d'une page). Même si les choses, ils en conviennent, ont mal tourné (et ce ne fut, d'après eux, ni la faute de Lénine, ni celle de l'idée), *« ce qui se passe aujourd'hui dans l'ex-Léningrad et ailleurs à l'Est ne donne pas forcément tort à Lénine. Ce qui se passe à l'Ouest lui donnerait plutôt raison »* (Jean Georges).

Bref, aujourd'hui comme hier, le guide, c'est Lénine, et son entreprise révolutionnaire reste, sinon le modèle (depuis 1976, le PCF a rejeté la notion de modèle), du moins l'exemple.

*
* *

Les trois pages de *l'Humanité* du 7 étaient aussi pleines d'une indignation à peine contenue contre *« les interdits et les mesures hypocrites du nouveau pouvoir* [qui] *visent à effacer totalement la portée d'un événement qui, pour le meilleur et pour le pire, a bouleversé l'histoire de ce siècle ».*

Le 8, c'est d'une sorte d'hymne à la joie que résonnait le quotidien communiste :

« Manifestation à contre-courant, l'anniversaire de la révolution d'octobre a quand même été fêté. En dépit du martèlement anticommuniste, quelques dizaines de milliers de personnes, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, ont proclamé leur attachement aux idéaux d'Octobre et sévèrement critiqué les dirigeant du pays ».

Ça, c'est le titre. Sans doute, l'article lui-même est-il légèrement plus réservé, regrettant que les orateurs aient *« magnifié sans nuance les trois quarts de siècle écoulés depuis la révolution »,* mais il y est noté avec une évidente satisfaction que *« plusieurs milliers de personnes, on a parlé de 30 à 40 000, se sont retrouvées à 9 heures du matin au pied d'un monument à Lénine sur la place d'Octobre ».*

Sans doute, les cortèges d'antan sont-ils bien loin, mais les communistes français ont appris à se contenter de peu (voyez leurs résultats électoraux) ; et puis, ceux-là du moins qui ont manifesté le 8 étaient sincères. Même si *« la moyenne d'âge était assez avancée »,* tout espoir n'est pas perdu pour ceux qui, demandant la démission des nouveaux responsables, prétendaient lutter *« contre la paupérisation du pays et contre l'introduction du capitalisme ».*

Le journaliste de *l'Humanité,* Serge Leyrac, semble avoir pris un malin plaisir à souligner que *« seuls les groupuscules «communistes», l'association des vétérans et le Front unifié des Travailleurs »,* avaient appelé à ce rassemblement sur la Place d'Octobre. *« Le Parti socialiste des travailleurs, qui se veut l'héritier du PCUS, était absent »,* note-t-il.

Est-ce que le PCF hésiterait à compter ce « nouveau » parti au nombre des « partis frères » avec qui il s'efforce de maintenir ou resserrer les liens ?

●

Le trou de mémoire

Cahiers du Communisme (revue politique et théorique mensuelle du Comité central du Parti communiste français) a publié, dans son numéro de juillet-août 1991, une étude (sous-titrée *« histoire »*) sur *« mai-juin 1941. Première grande grève de mineurs. Il fallait le faire »* (c'est le titre), dont deux traits attirent l'attention :

– l'appel de Maurice Thorez et Jacques Duclos (qui n'y est plus appelé *« Appel du 10 juillet »*) est cité dans sa rédaction *« abrégée » ;*

– le nom d'Auguste Lecoeur, l'organisateur de cette grève, n'est indiqué nulle part, pas même dans les notes bibliographiques, bien que Lecoeur ait consacré à cette grève un livre : *« Croix de guerre pour une grève »* (Plon 1971).

Le Parti communiste a changé, sans doute. Pas toutefois au point d'avoir abandonné les bonnes méthodes staliniennes et de restituer leur place dans l'histoire à ceux contre qui il a jeté l'anathème.

Jean-François Revel

LE REGAIN DÉMOCRATIQUE

Fayard

livres

« LE REGAIN DÉMOCRATIQUE »

Quel livre ! (1) On sort de ses cinq cents et quelques pages comme étourdi par l'importance et la multiplicité des problèmes examinés, le foisonnement des exemples, la solidité des démonstrations. Etourdi et pas peu fier : *Est & Ouest*, notamment Branko Lazitch, à qui le livre est dédié, y est abondamment cité.

N'y entre pas qui veut d'emblée : l'auteur commence par clarifier un certain nombre de notions, comme celles de démocratie ou de révolution, de totalitarisme ou de droits de l'homme, et par reprendre certains points cruciaux de philosophie, comme l'imprévisibilité et la prévisibilité des événements historiques.

Il rappelle ensuite le sens du pessimisme de ses réflexions précédentes. Pessimisme méthodologique d'une Cassandre qui annonçait non pas la fin inéluctable des démocraties, mais leur prévisible défaite si, justement, elles ne prêtaient pas plus d'attention à ses avertissements : « *Mes livres,* écrit Jean-François Revel, *sont des livres de combat. Ils sont destinés à mettre en garde. Je tente d'empêcher que l'on tombe, justement, dans le péril vers lequel je crains, au moment où j'écris, que nous nous dirigions à grandes enjambées* » (p. 128).

Tâche rude. Mais ces jalons, il fallait les poser pour remplir le programme d'une exceptionnelle ampleur que s'était fixé l'auteur : l'analyse du regain démocratique actuel dans les sociétés démocratiques développées, dans les sociétés en voie de développement et enfin dans les sociétés communistes.

Nos lecteurs seront tout particulièrement sensibles – c'est peu dire, probablement – à l'éblouissant neuvième chapitre sur la façon de sortir des conséquences du communisme. Lequel décrit, méticuleusement, ce que nous commençons seulement à reconnaître : l'anéantissement par le communisme de la culture politique, mais aussi de la culture économique des pays où il s'était imposé.

Sortir du communisme, soit. Mais de ses conséquences ? Pas de guide. Pas de repère. Pas d'expérience passée. Les recettes radicales, que nous avons tendance à opposer aux demi-mesures prises ici ou là dans l'ancien empire soviétique, sont elles-mêmes inutiles. La privatisation, par exemple, « *est loin de constituer une panacée, car la plupart des entreprises léguées par le communisme ne peuvent tenter aucun acheteur sensé* » (p. 217). Mais si l'Occident a tant de mal à concevoir le post-communisme, c'est que déjà il ne saisissait pas la nature du communisme, dont il pensait qu'il pouvait être réformé sous la houlette éclairée de Gorbatchev. Peut-être, en effet, Gorbatchev le voulut-il, encore que Revel souligne à l'envi les incertitudes, les hésitations et les contradictions des décisions affichées par l'ex-dirigeant soviétique. Mais il ne le pouvait pas.

Le communisme n'était en effet pas réformable. Il est allé au bout de sa nuit. Et en un passage superbe, Revel souligne que la seule utilité qu'on puisse lui reconnaître est d'avoir poussé la sottise meurtrière si loin qu'il en humilie l'humanité. On retient d'ordinaire l'odieux du communisme ; son grotesque est aussi frappant. Et dans la honte salutaire qu'il inspire, nous tirerons sans doute les ressorts nécessaires non pas pour supprimer une tentation totalitaire présente en chacun de nous, mais pour lui résister...

Certes, cet ouvrage, comme l'ont écrit bien des commentateurs, invite à l'optimisme, car la démocratie n'y est pas présentée comme une option parmi d'autres de l'humanité, mais comme le seul moyen qu'elle a de survivre. Mais la survie de l'humanité est-elle une nécessité ? La démocratie est aujourd'hui menacée aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur : peut la tuer, de l'intérieur, une « *anémie pernicieuse* », causée par la corruption, l'influence des publicitaires et conseillers en communication, l'indifférence à la chose publique et la croyance en la légitimité de toutes les revendications individuelles ou particularistes (p. 408).

Peuvent aussi la tuer, en grande partie de l'extérieur, de nouvelles formes de totalitarisme, notamment l'islamique.

Reprenant courageusement la défense de Salman Rushdie et de la Turquie laïque dont « *l'orientation européenne devrait d'autant plus susciter notre intérêt qu'elle contraste fortement avec l'hostilité grandissante que nous voue en général le monde islamique depuis l'essor de l'intégrisme musulman* » (p. 388), Revel considère que le danger islamique est toutefois moins grand que celui que présenta le communisme.

L'islamisme étant moins armé, moins organisé en un bloc, on peut le penser. Mais l'Occident montre à son égard la même pusillanimité qu'à l'égard du communisme : insistance sur la distinction entre Islam véritable et Islam réel, reculs ou indécisions face à la volonté affichée de ne pas distinguer la sphère juridico-politique et celle du religieux. Or, une telle conception du monde est aux antipodes de la démocratie : « *Il n'est en effet, écrit Ravel en conclusion, pas de démocratie durable sans autonomie culturelle des individus, de chacun des individus. C'est la démocratie qui permet à l'homme libre de naître, mais c'est l'homme libre qui permet à la démocratie de durer* ».

Pierre RIGOULOT

(1) Jean-François Revel, « *Le regain démocratique* », Ed. Fayard, Paris 1992, 520 pages, 145 F.

Le numéro : 32 francs.

Le Directeur de la Publication : Morvan Duhamel
Imp. EDIMPRA - 20, rue Doudeauville - 75018 Paris - C.P.P. 59.594